

NOUS VOULONS ALLER AUX URNES

EN PAGE 10

HEBDOMADAIRE

Prix : 30 Fr.

Première Année N° 7
Lundi 18 Février 1957

Directeur :
Mohammed CHERKAoui

Démocratie

Organe du Parti Démocrate de l'Indépendance — 65, Bd Danton, Casablanca

GREVE AU COLLEGE D'AZROU

EN PAGES 6 ET 7



Ils attendent vainement du travail.



CHOMAGE
ET
MISERE
AU
MAROC

Chômeurs depuis des mois, ils le seront demain encore. Evitera-t-on la catastrophe ?

Les événements... et les hommes



M. Mohamed Hassaïn Wazzani, secrétaire général du P.D.I. accueille S. M. Mohammed V à son retour d'Espagne.

LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA ZONE FRANC EN DEFICIT PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1956

L'Office des changes publie des indications sur la balance des paiements du premier semestre 1956 entre la zone franc et les pays étrangers. Il fait d'ailleurs observer que les services de statistiques ne disposent pas en cours d'année de tous les éléments nécessaires à l'établissement rigoureux d'une balance des paiements. Les chiffres publiés restent donc imparfaits et provisoires. Ils font apparaître une détérioration par rapport à l'année précédente.

Les paiements courants se sont

VIE CHERE - CHOMAGE

Fuite des capitaux, arrêt de travail presque totale dans les chantiers de construction, fermeture de nombreuses maisons, ralentissement notoire dans les affaires commerciales, campagne de labours audessous de la moyenne, pluviométrie insuffisante, manque de paturages naturels pour le bétail : tel est le tableau extrêmement inquiétant de la situation au Maroc.

Depuis, trois mois le Gouvernement, répète par la voix de M. le Ministre de l'Economie Nationale, qu'il travaille à trouver les moyens pour relancer l'économie, lutter contre la hausse des prix et le chômage. Où en sommes-nous actuellement ?

Le budget 1957 qui était tant attendu pour donner une impulsion nouvelle à l'économie marocaine a déçu : augmentation de la taxe de transaction, augmentation du prix de l'essence et taxe sur les voitures, prévision d'augmentation des droits de douane etc. etc...

La crise économique générale dans les campagnes et dans les villes influe gravement sur l'augmentation du nombre des chômeurs.

Dans les milieux ouvriers le malaise se répand. D'abord chez ceux qui travaillent puisque l'augmentation du coût de la vie est en flèche, ainsi l'indice des prix qui était de 3.077 en 1956 atteint en ce mois de février 3.270.

Pour mémoire citons l'augmentation des prix du sucre de l'huile, de l'essence, des transports, sans oublier d'ailleurs l'influence des taxes nouvelles sur les prix en général.

L'Etat grève lourdement les budgets des citoyens et nous allons vers un appauvrissement général des par-

soldés par un déficit de 90 milliards de francs, alors qu'en 1955 ils avaient été en excédent de 142 milliards. Ce déficit tient principalement à celui du commerce extérieur, qui a été de 132 milliards, alors qu'en 1955 il n'avait été que de 34 milliards, et pour le premier semestre de 6 milliards seulement. Le commerce extérieur de la France avait même été en excédent. Les autres postes de la balance des paiements ont peu varié d'une année à l'autre.

ticuliers avec une baisse conséquente du niveau de vie des consommateurs.

Mais que dire de ceux qui sont sans travail ou qui ont perdu leur emploi. Ils sont légion, nous savons que leur nombre est en augmentation croissante mais faute de statistiques officielles nous ne pouvons en estimer avec précision la quantité.

Les statistiques officielles se font rares dans tous les domaines, le Gouvernement estime que le silence est d'or. Mais pendant combien de temps encore cachera-t-on la vérité au peuple.

Les chômeurs vendent qui ses meubles qui ses habits pour subvenir aux besoins de leur famille dans l'attente d'un plan gouvernemental de lutte contre le chômage. Mais rien ne semble venir, même pas les milliards promis di'on par la France et l'Amérique. Et chaque jour qui passe est un jour de souffrances et d'angoisses pour des centaines de milliers de nos compatriotes.

Les gouvernants marocains ont un devoir impératif et urgent vis-à-vis de leurs gouvernés c'est de leur donner du travail. Le Gouvernement doit créer le travail pour tous les citoyens, s'il en est incapable, il est tenu d'organiser un système d'allocation de chômage — telle est la situation du droit dans tous les états modernes.

Faut-il attendre des démonstrations de foule pour prendre en considération la situation de tous ces déshérités. Il vaut mieux agir pendant qu'il est encore temps.

DEMOCRATIE.

LES ECHANGES COMMERCIAUX FRANCO-MAROCAINS

La balance des échanges commerciaux entre le Maroc et la France pour l'année 1956 s'établit, selon la Direction Générale des Douanes Françaises, sur les bases suivantes:

— Importations de marchandises françaises au Maroc : 71,3 milliards de francs (contre 74,6 milliards en 1955 soit une réduction de l'ordre de l'ordre de 4 %).

— Exportations de marchandises marocaines en France : 82,8 milliards de francs (contre 60,2 en 1955, soit une augmentation de l'ordre de 35 %).

C'est la première fois depuis un demi-siècle que les échanges entre la France et le Maroc se soldent par un bénéfice pour ce pays, l'excédent s'élevant à 11 milliards et demi de francs. La conjoncture, rendue particulièrement favorable cette année par les gelées dont a souffert l'agriculture française, n'est sans doute pas étrangère à ce redressement spectaculaire.

Les ventes françaises au Maroc représentent environ 4,5 % du total des exportations françaises (1622 milliards) et les fournitures du Maroc représentent en gros 4,3 % du total importé par la France (1976 milliards).

LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT

Le Petroleum Press Service de Londres vient de publier des détails intéressants sur la production du pétrole au Moyen-Orient qui a atteint 20 % de la production mondiale en 1956.

Voici la production annuelle par pays :

	Tonnes métriques
Irak	31.093.000
Koweït	54.982.000
Arabie Saoudite	47.874.000
Iran	26.349.000
Qatar	5.876.000
Egypte (zone neutre) ..	1.800.000
Koweït et Arabie	1.600.000
Bahreïn	1.500.000
Turquie	300.000
Israël	30.000

La production de Koweït, d'Arabie Saoudite, d'Irak et de Qatar est en nette régression : la cause en est, semble-t-il, une pénurie de tuteurs et de pipe-lines.

Par contre la zone neutre et la Turquie ont augmenté leur chiffre. Et l'Iran a dépassé le niveau fixé par le consortium.

ALBERT COHEN DOIT ETRE TRANSFERE AU MAROC

Arrêté à Nice le 28 janvier, inculpé seulement le 10 février, le jeune Albert Cohen est toujours en France, alors que la seule justice qui est en droit de se saisir de son cas est la justice du Maroc. Cohen est Marocain et c'est sur mandat d'un juge d'instruction de Casablanca qu'il a été arrêté, dans le cadre des poursuites engagées après le rapt de Serge Boumendil.

Nous ne voulons pas discuter ici de la culpabilité ou de l'innocence d'Albert Cohen. Mais nous ne comprenons pas que la justice française se refuse à admettre son transfert au Maroc.

Cela pose un problème : celui des relations judiciaires entre la France et le Maroc.

Me Jean-Charles Legrand le pose en termes précis. Pays indépendant et disposant de tribunaux modernes qui donnent satisfaction aussi bien aux Marocains qu'aux étrangers, le Maroc se trouve encore dans une situation bâtarde. Il y a bientôt un an que la déclaration de l'indépendance a été signée. Déclaration purement formelle puisque dans un domaine aussi important que la justice cette indépendance n'est pas appliquée. En effet les magistrats qui exercent dans les tribunaux de 1913 tout en étant fonctionnaires de l'Etat chérifien relèvent encore du Gardé des Sceaux français, il y a là une confusion qui est préjudiciable aux intérêts supérieurs du Maroc.

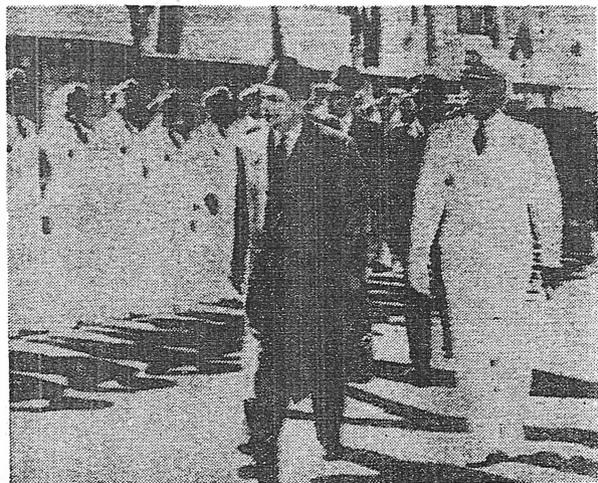
Il est urgent que notre diplomatie au lieu de se lancer imprudemment dans de grandes constructions tantôt orientales, tantôt méditerranéennes, tantôt atlantiques, pense à dégager notre indépendance et à l'asseoir solidement.

« Démocratie »

Directeur : M. CHERKAOUI
65, Bd Danton - Casablanca
Téléphone : 537-85 et la suite
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :
1 an 1.500 fr.
6 mois 750 fr.
3 mois 400 fr.
C.C.P. Rabat 893-83

Imprimerie AMAL, 65 Bd Danton



Le Souverain accompagné du Prince Héritier passe à sa descente d'avion devant les officiers de l'Etat-Major des F.A.R.



Sa. Majesté Mohammed V reçoit le Roi Séoud d'Arabie.

BOURGUIBA A ACCRA

Invité par le gouvernement de la Côte-d'Ivoire aux cérémonies de l'indépendance prévues pour mars, le Président Bourguiba a annoncé qu'il accepte d'aller dans ce jeune état (« Ghana » désormais) promu à la souveraineté.

Il semble qu'il ne faille pas voir dans cette acceptation un simple geste amical à l'égard de l'ex-protectorat britannique. Bourguiba perçoit le leadership « méditerranéen » et même algérien au profit du Maroc. Compte-t-il devenir le leader de l'émancipation des Afrique ?...

Le Chef du Gouvernement tunisien a noué des relations étroites avec la Libye. Mais des liens avec les petits états africains pourraient donner à la politique de Bourguiba, ce Nehru nord-africain, un champ d'action plus vaste. Aura-t-il le même succès que dans son leadership algérien et méditerranéen ?

MOTION

DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS
DE L'ECOLE MAROCAINE D'ADMINISTRATION - RABAT

A l'issue de son assemblée générale annuelle tenue à Rabat le 27 janvier 1957, l'Association des Anciens de l'E.M.A. a adopté la motion suivante remise par le nouveau bureau à son Excellence le Ministre d'Etat chargé de la Fonction Publique :

« L'Association constate la persistance d'une tendance à la désagrégation de l'infrastructure administrative dont l'adaptation à la situation nouvelle du Maroc indépendant doit être réalisée sans retard pour une saine gestion des affaires publiques.

Elle impute cet état de fait :

- 1° — à la non observance, voire la violation des textes en vigueur régissant la Fonction Publique.
- 2° — à la politisation de certaines fonctions sans tenir compte, ni de l'incapacité ni de l'incompétence de l'agent recruté.
- 3° — à l'absence totale de critères rationnels et décents pour recruter les fonctionnaires appelés à occuper les postes vacants depuis l'accès du Maroc à l'indépendance.
- 4° — à la facilité laissée à certains responsables de modifier ou de perdre des textes pour des besoins immédiats sans mesurer la portée de ces décisions qui nuisent à la bonne renommée et à la qualité de la Fonction Publique.

Devant cette situation qui ne peut qu'engendrer les conséquences les plus néfastes pour l'avenir de notre pays, notre Association demande aux Pouvoirs Publics qu'il soit immédiatement mis fin à cet état de chose et qu'il soit procédé sans retard à l'élaboration d'un statut de la Fonction Publique.

Notre Association déplore en outre l'usage abusif du recrutement à contrat des Nationaux, ce qui nuit au bon fonctionnement du service, en portant atteinte aux intérêts des fonctionnaires de carrière.

L'Association fait observer que l'insuffisance et l'incertitude des débouchés offerts aux élèves de l'E.M.A. éloignent de cette institution des éléments qui empruntent des voies d'accès à la Fonction Publique immédiatement avantageuses.

EDITORIAL

NOTRE POLITIQUE ARABE

Aujourd'hui le Maroc reçoit un hôte illustre S.M. le Roi Séoud d'Arabie qui nous est cher à plus d'un titre. Il a été ainsi que sa famille à notre côté dans les moments difficiles de l'histoire de notre libération, n'ayant jamais épargné ses efforts pour nous aider dans notre lutte pour l'Indépendance.

Dans notre mémoire sont restées les paroles émouvantes que nous disaient en 1952 à New-York S.A.R. Faycel prince héritier du trône séoudien : « Je ne suis venu aux Nations Unies que pour mettre à la disposition de mes frères Marocains notre diplomatie et nos relations. »

S.M. Séoud nous est chère aussi car il est le gardien des lieux saints de l'Islam. Nous lui savons gré de faire de grands efforts malgré les difficultés inhérentes à la géographie de l'Arabie pour équiper d'une façon moderne son pays afin de rendre le pèlerinage plus confortable, plus aisé et par conséquent plus accessible à tous les Musulmans.

D'autres visiteurs de marque arrivent au Maroc dans les prochains jours.

Retour de Washington, le Prince Abdu-Allah s'arrêtera à Rabat où il parlera sans doute du Pacte de Bagdad et du Plan Eisenhower.

Le Président Bourguiba, qui vient d'avoir d'importants entretiens avec M. Maurice Faure, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères viendra au Maroc pour se renseigner sur le Pacte Méditerranéen et étudier la construction de la Confédération Nord-Africaine. Naturellement, l'Algérie sera à l'ordre du jour.

Il est normal d'ailleurs qu'après le vote de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la question Algérienne, le Maroc et la Tunisie se réunissent pour faire le point et tracer un plan d'action commune. Sans doute, certains leaders algériens assisteront à ces conversations.

Nous pouvons dire que notre pays est sorti de son isolement. Mieux encore, sa situation géographique et stratégique, ses possibilités humaines et matérielles font qu'il joue actuellement un rôle de premier plan. Le prestige de Sa Majesté Mohammed V et sa haute sagesse ont admirablement servi la renommée de notre pays.

Nous sommes fiers que Rabat soit devenu le lieu de rencontre de grands chefs d'Etats. Cependant parallèlement aux réceptions et aux festivités il y aura des séances de travail où il sera question des problèmes du Moyen-Orient. On y parlera des difficultés du Monde Arabe et même Musulman. Quelle sera alors l'attitude de notre diplomatie ?

Géographiquement occidental le Maroc est spirituellement et culturellement lié à l'Orient. Il a trouvé auprès de tous les peuples arabes un soutien solide fraternel et désintéressé pendant la période de sa lutte pour la libération. L'Empire Chérifien, conscient de son devoir, restera fidèle à tous ceux qui l'ont aidé et les payera en retour de son amitié et de sa sympathie actives.

C'est le cœur ulcéré que nous constatons, l'état de division et de lutte intestine qui existe au sein des pays arabes. L'Irak et ses partisans, l'Egypte et ses alliés sont actuellement divisés. Combien il eut été hautement utile pour la cause arabe que tous ces Etats fassent preuve d'un esprit de solidarité et de parfaite intelligence. Malheureusement la mésentente règne au Moyen-Orient.

Face à cette situation regrettable quelle sera la position du Maroc ? Allons-nous renforcer un clan au détriment de l'autre. La logique, la sagesse et notre cœur nous dictent une toute autre politique. Nous devons rester en dehors de ces rivalités du Moyen-Orient accordant notre amitié et notre alliance à tous les Etats arabes sans préférence aucune. Nous jouerons le rôle de trait d'union. Nous sommes persuadés que nous serons dans ce rôle utile et efficace et que par notre action désintéressée et fraternelle auprès des deux clans nous serons un élément de rapprochement et de paix.

Tel est le sentiment du peuple marocain cependant le Gouvernement sera-t-il en harmonie avec les sentiments de notre peuple ?

DEMOCRATIE.

DU CLOS A L'OUVERT

Propos sur la civilisation et les cultures nationales

Voir « Démocratie » N° 5 et 6.

— IV —

FAILLITE DE LA CIVILISATION DES CITÉS

Qu'est-ce qu'une verte qui ne nous rend pas meilleur?... La philosophie est un jeu stérile si elle n'élève la valeur humaine (1).

Cet ardent vouloir de transcender le présent, de viser à former la société idéale, nous le retrouvons, de nos jours, sous d'autres formes et avec des accents pathétiques. Il se révèle à la fois comme un désir et comme l'expression d'un malaise : l'humanité donne l'impression d'avoir été dérotée par une grave erreur d'aiguillage.

La civilisation a fait fausse route. Elle n'a point répondu à notre attente de plénitude, de réconciliation du moi avec lui-même et l'épanouissement total. Les divers régimes actuels de gouvernements, ainsi que toutes les révolutions, organisations syndicales et doctrines (philosophiques, économiques et morales) sont issus du déséquilibre entre, d'une part, nos ambitions, nos prétentions et nos desirs et, d'autre part, nos actions, les résultats obtenus et les perspectives d'avenir. Nous vivons dans un profond désarroi à travers l'ambiguïté de notre situation. Le vocable « civilisation » a des résonances affectives, voire mystiques ; néanmoins, dès qu'on le confronte avec la réalité — démaquillée — il sonne faux. C'est un mot qui rappelle un feu d'artifice, ou mieux ces beaux habits dorés que porte le comédien sur une scène ; conçus pour briller sous un soleil dont le foyer n'est qu'un projecteur, ils ne servent que dans la vie jouée d'un monde artificiel.

Ayant substitué les notions de force (2) et de rendement à celles de justice et de dignité, catalogué les hommes en « productifs » et « improductifs », préféré la concurrence à la solidarité (3) et mal organisé la mise en valeur des facultés humaines, la civilisation des cités n'a pas su donner à l'homme les possibilités de s'émanciper et de se dépasser, c'est-à-dire de se personnaliser véritablement. Ne serait-ce pas dans cette grande et amère déception que se trouve la vraie source de l'angoisse, de l'absurde, de la mélancolie, entre autres grands thèmes prédominants dans la littérature et l'art modernes ? La « découverte » des œuvres de Kierkegaard et de Kafka ; le néant de Heidegger ; et, sur un autre plan, la résurrection de Machiavel et du Marquis de Sade répondent au désarroi d'intellectuels désabusés, à l'irritabilité de la conscience moderne. Réflétant cette conscience, nos littératures se noient dans une introspection excessive, morbide : étalage de défaillances morales, explosion passionnée des inquiétudes, des auto-critiques et de la mauvaise conscience qui caractérisent notre époque. Il en est de même du besoin frénétique d'évasion qu'on cherche dans les romans policiers et dans la série noire, de la vogue de l'acte gratuit, de l'art abstrait et des romans d' « une certaine » jeunesse qui n'est capable que d' « un certain sourire » empreint d' « une certaine tristesse », sans compter les nombreux périodiques spécialisés dans la révélation de la vie intime des vedettes et des célébrités du jour et dans les grands scandales et le « sensationnel ». Rappelons, à titre d'exemple, certaines œuvres de Pablo Picasso postérieures à la Période Bleue, telles que « Guernica » et « La guerre et la paix » et, en littérature, les écrits d'Edgar Poë, André Gide, Georges Bernanos, Albert Camus, William Faulkner, Dos Passos..., ou enfin des films comme « Graine de violence », « Touchez pas au grisi-bi », « Huis clos »... Nous rappelons ces œuvres, sans porter de jugement de valeur, comme témoignages de cette période, sur cette période, avec ce qu'elle a de meilleur et de pire : la démission morale dans une civilisation qui a fait faillite, cependant qu'elle reste riche de possibilités. Le drame, c'est que la conscience de l'échec — senti dans l'inadaptation — n'est pas encore bien vive ou également vive et claire chez tous.

Les humanistes de toutes les époques, et en particulier de la nôtre, auraient aimé voir l'humanité évoluer simultanément aux trois sens, matériel, intellectuel et moral. Les velléités d'établir un rapport solide entre nos connaissances et nos devoirs n'ont pas abouti. Pour qu'il réponde aux exigences d'une civilisation authentique, c'est-à-dire personnaliste où chacun de nos engagements et de nos actes affirme librement et solidairement la dignité de l'homme, le progrès scientifique et technique devra s'accompagner d'un accroissement de justice et de liberté, d'un approfondissement du sens de l'humain. Alors « être cultivé » ne consistera plus à avoir une culture livresque, mais à inté-

grer la culture dans toutes les activités humaines, et à tous les niveaux, pour rendre disponible notre espèce, dans son ensemble : vivre en communauté de destin de l'humanité. Au contraire, la culture qui n'élimine pas la guerre, qui n'instaure pas un système de solidarité, mène sûrement à la décadence et à l'insécurité, et « l'insécurité est pire que le meurtre » (4) : c'est la négation même de la civilisation. Il y a donc une bonne culture et une mauvaise culture. La première oblige chacun de nous à assurer l'ordre moral et le progrès pour

par
Mohamed Aziz LAHBABI

tous, car l'inégalité et l'injustice entraînent des désordres et des catastrophes qui, dit le Coran, n'atteignent pas uniquement les tyrans et les injustes (5).

Le paradoxe dramatique de notre temps c'est que, plus l'industrie poursuit son prodigieux développement, plus elle fait ressortir de grandes contradictions qui risquent d'asphyxier l'humanité entière.

Rappelons quelques exemples qui illustrent la misère tragique de l'ère de la civilisation industrielle. Il y a celui, si connu, des canuts lyonnais du siècle dernier ; il y a aujourd'hui celui des bidonvilles dans les centres industriels, d'Afrique du Nord et d'ailleurs. Mais il y a aussi d'autres exemples, non moins horriblement probants. Ainsi l'enquête qui eut lieu en Angleterre en 1842. On voulait connaître dans quelles conditions femmes et enfants travaillaient dans les mines de charbon. Les enquêteurs joignirent à leur rapport des croquis. En regardant ces dessins on est saisi par un malaise, presque organique, et on se demande si vraiment la vie vaut la peine d'être vécue pour ces travailleurs-enfants, que l'affreux « sort » a pris trop tôt au sérieux, et pour ces femmes obligées d'abandonner leur foyer et leurs bébés pour un trou noir, horriblement noir, étroit et insalubre. L'un de ces croquis nous montre l'une d'elles traînant un wagonnet de charbon dans une galerie trop basse pour lui permettre de se tenir debout. Pour accomplir sa corvée, elle avance sur ses mains et ses genoux (6). On entre à quatre pattes dans la « civilisation industrielle » !... Ces croquis font penser à d'autres travailleurs, d'une autre société et d'une autre époque : les travailleurs de verre dans l'Égypte ancienne ! (2500 avant l'ère chrétienne) (7).

Ce passé récent se prolonge encore sous d'autres formes, bien que d'une façon sans doute moins accentuée. Toutefois, si le nombre d'heures de travail a diminué dans certains pays occidentaux, il n'en est pas de même partout. La loi qui, en France, interdit de faire travailler des enfants « plus de dix heures par jour » ne date que de 1898, et elle n'est pas appliquée dans la France d'outre-mer ! Certes, les horreurs du travail se sont allégées. Néanmoins, il y a toujours la concentration des travailleurs dans des lieux insalubres, l'insécurité dans les mines : souvenirs tragiques de Marcinelle en Belgique (août 1956) et de Springhill au Canada (novembre 1956).

Dans la dialectique de l'harmonie personnaliste tant espérée, cette fausse note met en question l'humanité et la civilisation, ou plutôt elle les met en cause. On n'a pas su, même en ce XXème siècle, conduire sa vie morale aussi bien que ses affaires et ses machines. La situation appelle une nouvelle conception, vivifiante et unificatrice, un nouveau sens et une nouvelle orientation de la destinée humaine.

Au XIXème siècle, et jusqu'au début du XXème, les intellectuels, émerveillés par le progrès, manifestaient leur enthousiasme par la mystique de l'industrie des saint-simoniens, le positivisme (tant celui de Comte que celui de Stuart Mill, de Littré, de Spencer et du jeune Renan), l'évolutionnisme, le scientisme et, plus tard, l'optimisme pragmatique des Anglo-Saxons, particulièrement chez Taylor et chez Ford. Malgré les réactions de Boutroux, de Bergson, de Maurice Blondel et d'autres encore, l'exaltation de l'industrie, de la science, et du

progrès qui semblait leur être intimement lié, resta vivace jusqu'à la fameuse crise de 1929 (the black Day du 24 octobre), qui a ébranlé sérieusement le capitalisme industriel.

En France, Emmanuel Mounier et ses amis personnalistes furent parmi les premiers à se rendre compte de la gravité de cette crise et à s'efforcer d'en tirer les conséquences pour une éthique d'action. La fondation du mouvement Esprit — et de la revue du même nom — est de 1932, année de la parution de l'ouvrage capital de Bergson, *Les deux sources de la morale et de la religion* dont le dernier chapitre « Remarques finales » s'achève par cette constatation et par cet avertissement sombre mais combien justes : « L'humanité gémit, à demi écrasée sous le poids des progrès qu'elle fait. Elle ne sait pas assez que son avenir dépend d'elle. A elle de voir d'abord si elle veut continuer à vivre. A elle de se demander ensuite si elle veut vivre seulement, ou fournir en outre l'effort nécessaire pour que s'accomplisse, jusque sur notre planète réfractaire, la fonction essentielle de l'univers qui est une machine à faire des dieux ».

Cependant notre univers, particulièrement depuis le début du siècle, se révèle non point comme une « machine à faire des dieux », mais plutôt comme le « monde des affaires », où l'on fait des crises, des guerres impérialistes et « civiles » (desquelles les militaires ne sont jamais absents...); des guerres de concurrence, de prestige, etc... sans omettre les guerres froides !... Paradoxe tragique : en 1815, la paix a été la condition, la chance inespérée pour l'expansion de l'industrie et pour le développement de la production (8), tandis qu'aujourd'hui, certains gros industriels ne se gênent pas de marquer leur préférence pour la guerre qui représente à leurs yeux la chance bénéfique. On se rappelle la fameuse déclaration publique d'un membre du Congrès américain « Plutôt la guerre que la crise ! ». Depuis ce cri dramatique, les malaises vont s'accroissant. Aujourd'hui l'automation, la bombe atomique et la bombe H posent à nouveau la valeur morale de l'industrie, et d'une façon générale des recherches scientifiques. Faut-il pousser le pessimisme à l'extrême et crier avec Joseph Caillaux : « Enchaînez le nouveau Prométhée ! Maîtrisez la science ! ».

La question ainsi formulée n'est qu'un faux problème. On ne saurait condamner le progrès, pris en vrac, sans tomber dans l'absurde. Certes, en s'avilissant, la science avilit nos institutions morales et sociales, mais ce n'est point à cause de quelque mal qui serait inhérent à sa nature : la science est un instrument, non une fatalité tyrannique. C'est plutôt la faute préméditée des hommes politiques et de certains savants : la science est neutre. En prenant des millions de prisonniers et de déportés comme cobayes pour leurs expériences, les nazis savaient bien ce qu'ils faisaient. C'est nous qui prostituons la science par des applications indignes de la dignité humaine.

Aussi peut-on retourner la formule précédente et dire : en s'aveuglant les êtres humains avilissent la science.

(1) H. Mavit, *Refus de l'absurde*, p. 5. Paris, La Colombe, 1953.

(2) A tel point que, de nos jours, la grandeur des pays se mesure par leur puissance militaire, par les démonstrations de force. « L'interlocuteur est valable parce qu'il est fort. Cette règle vaut même pour l'Amérique », dit M. Claude Julien dans son reportage sur le syndicalisme aux U.S.A. (« Le Monde », juillet 1956).

(3) Cf. *Liberté ou libération ?* pp. 119 à 181, où nous avons traité du problème de la concurrence et de la solidarité (Paris, Ed. Montaigne, 1956).

(4) Coran, II, 191 ; II, 217.

(5) VIII, 25. Bien entendu, ceux « qui sèment le scandale sur la terre, sur ceux-là (en premier lieu) la malédiction ! A ceux-là la Détestable demeure ! »

(6) Cf. l'article sur la révolution industrielle de l'Hutchinson Encyclopedia.

(7) Nous faisons allusion aux peintures des hypogées de Bani-Hassân (moyenne vallée). Certaines d'elles représentent les phases principales de la fusion et du soufflage du verre. La *Grande Encyclopédie* (T XXXI, article verre, p. 887) reproduit l'une de ces peintures « Souffleurs de verre ».

(8) Cf. Maxime Leroy, *L'homme des révolutions techniques et industrielles*, in *Rencontres internationales de Genève* de 1949, pp. 95-96.

PROCHAIN ARTICLE :

N'enchaînons pas Prométhée !

Problèmes insolubles ?

Parmi tous les problèmes qui se posent au Maroc indépendant, il en est des plus ou moins graves et des plus ou moins urgents. Il en est aussi dont on parle beaucoup quoi qu'ils soient insolubles avant de longues années, parce qu'ils permettent l'établissement de théories spectaculaires. Dans l'état actuel des choses, soigner les malades et instruire la jeunesse nous semblent parmi les œuvres les plus urgentes à accomplir.

LA SANTE PUBLIQUE

Au Maroc, les hôpitaux d'Etat sont si peu nombreux et, depuis quelque temps, les soins y sont si mal dispensés que les malades, quand ils ne les fuient pas, s'y rendent sans espoir, ceci pour deux raisons principales.

A l'époque où le fait de « graisser la patte »

à qui vous rendait un petit service, était monnaie courante, on pouvait, moyennant 50 ou 100 fr. glissés dans la main d'un infirmier, être examiné par un médecin et recevoir une boîte de piqûres, un tube de comprimés...

Aujourd'hui qu'un ordre strict interdit aux employés de l'Etat d'accepter l'argent des malades, ces derniers sont condamnés à attendre des heures durant aux portes des dispensaires pour arriver à n'être examinés que par des infirmiers inexpérimentés (nombreux sont les médecins qui ont quitté le Maroc) qui leur prescrivent des gouttes ou des pommades dans des cas où une hospitalisation est nécessaire, ou les renvoient tout simplement faute de pouvoir leur donner un médicament dont l'hôpital manque très souvent.

Dans quelques villes comme Mogador, Safi,

Marrakech, les honorables représentants d'une certaine centrale syndicale aiment tellement l'ordre qu'ils se mêlent de l'établir partout où il y a un peu de monde. C'est ainsi qu'on les trouve le long des murs et dans les cours des hôpitaux.

Sous prétexte de faire observer la discipline dans les files interminables de malades, ils viennent là plutôt pour « faire... de l'œil » à votre nièce ou à ma filleule !

Je connais de nombreuses veuves dont... la fortune (!) s'élève à... 3 ou 4 enfants qu'elles doivent nourrir, habiller et équiper pour l'école.

Elles habitent dans des pièces exigües et sombres au fond de maisons branlantes occupées par 8 à 10 familles. Elles sont souvent malades. Leur ventre est toujours creux et leur peau mal couverte. Jamais elles n'ont reçu un médicament efficace dans les hôpitaux de leur pays. Alors, elles vendent les souvenirs auxquels elles tenaient tant, la bague ou le bracelet qu'elles ont hérité de leurs mères, pour payer une consultation chez un médecin particulier et la facture du pharmacien. Celles qui n'ont pas de bijoux — elles sont les plus nombreuses — n'ont recours qu'aux sorciers qui rédigent des « hijab », et aux marabouts où elles se font fouetter par le muqaddim du lieu saint. Mais le fouet et le hijab, s'ils chassent le djinn, ne guérissent pas le rhumatisme, les crises hépatiques, les pneumonies, que sais-je encore ?...

Il y a quelques quinzaines, un quotidien de Casablanca a publié une série d'articles dans lesquels l'auteur parlait de la lutte menée par les autorités locales contre les charlatans, les sorciers... Bonne idée, car ces soi-disant guérisseurs donnent à leurs patients de mystérieux produits qui, au lieu d'atténuer le mal, l'aident à se développer. Malheureusement, cette lutte ne mènera à rien. Les charlatans seront toujours là et auront toujours une nombreuse clientèle tant que le gouvernement n'aura pas pris des mesures efficaces pour lutter contre les maladies qui rongent les Marocains : donner du travail aux chômeurs, car la faim dans laquelle ils se débattent est génératrice de diverses souffrances ; créer de nombreux dispensaires dans les villes comme dans les campagnes ; stopper l'émigration des médecins exerçant dans les établissements publics et en faire venir d'autres. Sinon, nous nous réveillerons un jour avec une épidémie quelconque qui fera des ravages et contre laquelle nous serons mal équipés.

L'ENSEIGNEMENT

En octobre 1956, il a été ouvert, dans chaque ville du Maroc, des dizaines de classes nouvelles. Mais cet effort qui a été fait pour étendre la scolarisation à la plus grande partie de l'enfance marocaine n'a pas été accompagnée d'une mesure nécessaire : la formation d'instituteurs compétents. Le personnel recruté est en grande partie inapte. De nombreux mouderrès ne savent pas poser une division et l'inspecteur. Il aurait fallu, au cours des dernières grandes vacances, organiser des stages dirigés par des maîtres de grande valeur, pour initier les nouveaux instituteurs, qui sortent presque tous des « hdar » (1), à l'art d'apprendre aux enfants à écrire, à lire et à compter.

Le Maroc a besoin — entre autres — de techniciens. De beaucoup de techniciens. Si des mesures ne sont pas prises pour revaloriser l'enseignement primaire aujourd'hui, et le secondaire demain, il ne faudra pas qu'on s'étonne de ne voir aucun ingénieur, pas de mécaniciens ni de médecins issus des rangs de la génération montante.

Qu'en pense Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, dont le voyage d'information a duré DEUX mois à travers les Indes et le Pakistan ?

Mohamed HAJJAM.

LES FUSILLES de Constantine

La prison de Constantine est une prison comme les autres. De grands murs plus ou moins bien blanchis et des cellules étroites, comme multipliées au long de profonds couloirs à rembarde de fer. Comme dans toutes les prisons, il y a, dans cette prison des bords du Rummel, des cellules interdites devant lesquelles se dresse le bleu-sombre pénitentiaire de gardiens appointés. Ce sont là les cellules de ceux qui attendent, de ceux qui savent, trébuchant leurs chaînes à leurs mains et à leurs pieds, ces chaînes d'angoisse qui sont les bijoux de fer des condamnés à mort.

Dans cette nuit du 1er au 2 février 1957, ils étaient quatre, attendant, sous l'ampoule électrique qui ne s'éteint jamais qu'avec la vie ; quatre frissonnant au moindre pas extérieur ; quatre qui devaient mourir bientôt par la grâce des tribunaux militaires ; quatre qui s'accrochaient au petit bout d'espoir perdu dans une ville lointaine ; un frère ruban d'espérance posé sur une table présidentielle, tragique secours égaré au milieu de comptes rendus de délibérations ministérielles. Mais cet espoir lui-même était impossible, le vingtième siècle ne veut plus rien connaître des miracles, et dans la nuit algérienne, un téléphone crépita sur le bureau d'un directeur de prison.

— C'est pour ce matin. La grâce est refusée.

Les quatre n'en savaient rien encore, et leur nuit, la dernière, fut semblable aux nuits d'avant. Comme les autres nuits, il y eut les pas de ronde de gardiens aux étages supérieurs, des portes habituelles qui s'ouvraient et qui se fermaient. Comme les autres nuits, il y eut leurs souvenirs à fleur de peau, à fleur de crâne, à fleur de peur. Une nuit comme les autres, avec les mains qui se crispent dans d'inutiles refus, avec la marche entravée d'un bout à l'autre de la cellule de mur à mur, cette marche de prisonnier où l'on compte les pas, comme ça, pour rien, pour ne pas penser à autre chose, pour ne pas penser aux fusils cachés dans l'ombre de l'incertitude des pas-de-chances. Bien sûr, de temps à autre, il y a la fièvre de la lutte et la pensée pour les copains qui verront la victoire, seulement les vrais héros, ce ne sont pas les inconscients qui n'ont pas peur de la mort, les héros, ce sont ceux qui marchent sur leur peur avec la certitude de leur cause, qui savent que la mort n'est pas facile, et qui l'acceptent en toute connaissance de cause. J'aime à penser que les quatre de la prison de Constantine étaient de cette race-là.

Vers le matin, on dort tout de même dans les cellules des condamnés à mort, et c'est tout au début du sommeil, à l'heure où l'on croit avoir en core une journée à vivre, que les hommes pénètrent entre les quatre murs blanchis à la chaux, où l'ampoule perpétuelle projette leurs ombres gigantesques comme l'inhumaine justice. Déjà, deux hom-

mes sont sur le condamné et lui maintiennent son corps déjà enchaîné. Et la phrase rituellement grotesque résonne contre la pierre du cachot :

— Soyez courageux, votre pourvoi est rejeté par le Président de la République.

Et voilà, désormais c'est écrit, ils vont mourir. Leur vie a tenu à une signature au bas d'une feuille préparée, la signature a été refusée, voilà tout. Il ne s'agit plus que de s'imaginer mort dans un accident d'automobile, ou bien d'une crise cardiaque, après tout la mort est un accident inévitable. C'est alors que la justice de leur cause vient à leur secours. Et ce matin-là, les quatre de Constantine allaient mourir pour quelque chose : L'ALGERIE. Cette fois, c'est simple.

Les mains derrière le dos, ils marchent. Dans la cour de la prison, des hommes en uniforme attendent, le fusil pointé vers le sol. Contre le mur, que les mains liées dans le dos touchent au maximum, la paroi de pierre, comme un dernier contact avec la vie des autres. C'est le dernier moment, la pensée tendue projetée vers le dernier possible, le dernier vrai, le dernier morceau de chair vivante.

C'est vite terminé, tout cela, les quatre corps tombent en avant, et le bruit mat de leur chute est étouffé par l'écho des rafales des pelotons. C'est aussi simple que cela : des hommes en uniforme ont tué d'autres hommes qu'ils n'avaient jamais vus avant ce petit matin de février où les regards se sont cherchés par delà les raisons et par delà les camps adverses. La vérité toute nue d'un fusil braqué sur une peau à la merci d'un mouvement de doigts et voilà tout. C'est ainsi.

Quatre coups de revolver dans les oreilles, et la bouche humide des cadavres se mélange à la terre, à leur terre, cette terre d'Algérie pour laquelle ils sont morts. Aussi simple que cela pour les anonymes des djebels et des ruelles. Ils étaient quatre Algériens qui ont écrit une histoire banale avec un peu de sang versé entre les hauts murs d'un univers interdit aux enfants de chœur.

Said Laoubi, 30 ans, Mohamed Merabet, 27 ans, Hamida Terfaya 24 ans, Hamid ben Mohamed, sans âge. Dix lignes dans un journal, pas davantage. Le livre d'or de l'Algérie martyre s'allonge, et la longue file des anonymes piétine aux portes de la Liberté. Tous ceux-là qui marchent tenant leurs tripes à pleines mains, portant leurs doigts gourds à leurs orbites creuses, gosses de tous âges portant dans le chemin des morts les bébés sans tête et les cris des filles violées cachant leur peur dans les suaires des fosses communes, longue marche des pas-de-chance allant vers la certitude des Indépendances qui hurlent à la gueule des « bonnes consciences » afin de les empêcher de dormir.

M. MASCHINO.

(1) Ecole coranique primaire.

VICTOIRE A L'O.N.U.

DE LA CAUSE ALGERIENNE

Une solution démocratique, juste, pacifique
et conforme à la Charte est votée à l'unanimité.

Les débats de l'O.N.U. sur l'Algérie viennent de se terminer par un vote unanime qui, quoiqu'en dise M. Christian Pineau, constitue un résultat positif pour le peuple algérien. La grande Organisation internationale reconnaît, outre sa compétence en la matière qu'il y a effusion de sang en Algérie, que le problème existe et qu'une solution s'impose « démocratique, pacifique et juste » cette solution doit être « conforme aux principes de la Charte » de l'O.N.U. donc au principe fondamental de la libre détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le vote final constitue une cuisante défaite pour les thèses colonialistes qui ont été — M. Pineau voudrait nous le faire oublier ! — opposées à la compétence, à tout vote, à toute résolution !

Puisse la leçon profiter à la France. M. Pineau n'a pas à notre avis, compris la leçon. Pour lui solution « pacifique, démocratique et juste » signifie : « Cessez-le feu, élections »... Pour nous une solution PACIFIQUE doit d'abord signifier l'arrêt de la guerre impérialiste ; une solution JUSTE doit respecter les intérêts légitimes en présence sur le sol algérien, particulièrement ceux de la minorité européenne, intérêts que les représentants valables du peuple algérien n'ont jamais contestés ; une solution DEMOCRATIQUE doit tenir compte de la volonté du peuple algérien qui, unanime derrière le Front de Libération Nationale, réclame le droit de disposer de lui-même, et son indépendance nationale.

Au moment où l'Assemblée générale des Nations Unies entendait les sévères — mais justes — réquisitoires contre la politique colonialiste française en Algérie, trois patriotes ont été guillotins, un chef résistant a été condamné à mort, comme pour prouver à la face du monde que la France ne voulait qu'une politique de force et continuait résolument à tourner le dos à la seule solution valable : la liberté du peuple algérien.

Les débats et la résolution de l'O.N.U., constituent un avertissement pour la France et confirment que l'O.N.U. est bien compétente dans l'affaire algérienne.

Ils prouvent l'intérêt qu'ont suscité les interventions des délégués favorables à l'inscription de l'affaire algérienne et aux aspirations du peuple frère dans l'ensemble des délégations. Les représentants du Maroc, de la Tunisie, de l'Inde, de la Syrie et d'autres pays ont fait l'historique du mouvement national algérien, ont condamné les violences, la répression et l'exploitation colonialistes. Tous les observateurs qui ont suivi les longs et intéressants débats de l'O.N.U. sur l'Al-

gérie ont été d'accord pour constater combien la position de la France — malgré certains appuis inattendus — était indéfendable. Tous ont plus ou moins fait mention de notre pays et de la Tunisie. Des chefs des délégations amies n'ont en effet pas manqué de souligner la nécessité, en Algérie, d'une solution identique à celles trouvées en Tunisie et au Maroc.

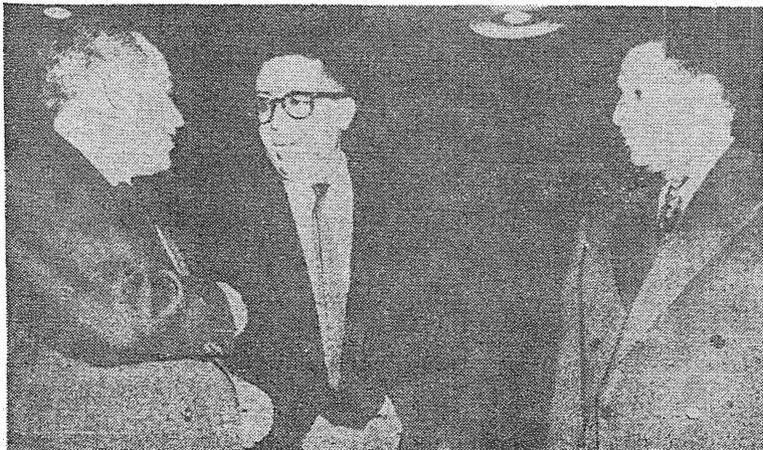
Condamnée dans les deux autres pays d'Afrique du Nord, la politique néfaste de la France en Algérie ne peut être que vouée à l'échec : malgré un appareil répressif « perfectionné », malgré les condamnations et les tortures, malgré « la guerre psychologique », le F.L.N. gagne du terrain, poursuit sa gigantesque action libératrice. Une lutte menée avec autant de courage et de foi, jointe à l'action au sein des organismes internationaux, est sûre de la victoire finale sur les oppresseurs. Mais Mollet, Pineau, Soustelle et Lacoste préférèrent, contre toute logique, continuer à manœuvrer : l'opinion internationale sait à quoi s'en tenir. Les soi-disant promesses du Gouvernement français sont tournées en dérision. Comment parler d'« élections », de « collège unique » pendant qu'un peuple, tout entier, dressé contre l'esclavage et la misère, réclame la liberté ? Même le « New York Times » ne prend pas au sérieux l'« explication anti-communiste » de Pineau, puisque le grand journal américain a consacré deux pages entières à l'Armée Algérienne de Libération.

Jamais la voix du peuple algérien n'a été autant entendue.

La France va-t-elle comprendre l'avertissement ? Comme l'a très justement dit le délégué de la Grèce M. Stratos, le colonialisme est condamné. « La solution du problème algérien réside dans ces trois mots : liberté, égalité, fraternité », a-t-il ajouté.

Cette belle devise française est aujourd'hui — plus personne n'en doute — bafouée par les hommes de Massu, par les forces répressives. Le peuple algérien, après notre peuple, l'a fait sienne. Il n'a attendu ni Le Caire, ni Moscou, ni l'O.N.U. pour défendre son droit à une vie libre et heureuse.

Souhaitons que ces débats aient profité à la France, que le Maroc voudrait tant aider à trouver une solution juste, solution que les chefs du F.L.N. — prêts à négocier dans l'esprit de la résolution de l'O.N.U. — souhaitaient conforme à leur volonté d'indépendance. De cette solution pacifique — qu'il est encore temps d'envisager — dépend l'avenir d'une communauté France-Afrique du Nord que nous voulons fraternelle.



Messieurs Ferhat Abbès, Lyazid et Francis, leaders du F.L.N. en conversation dans les couloirs de l'O.N.U.

GREVE au Cd

Contre la « fascisation » de l'ensei-

Il existe de curieuses coïncidences et, dans ce domaine, la rencontre citives employées sous le protectorat et celles dont on use à l'heure actuelle pendant dirigé par un Ministère homogène, est un des critères les plus Acroché à flanc de montagne, Azrou était à juste titre, fier de ce que sous le régime d'occupation, résister aux pressions et mener son combat Maroc, grâce au courage et à la décision des élèves, pour qui les menaces l les meilleurs stimulants.

A cette époque, les élèves avaient à lutter contre une clique de membre A l'heure de l'indépendance, la même clique est encore en place, et quier les méthodes antiques avec la curieuse approbation de notre E.N Nationale.

PRESENCE FRANÇAISE

Quinze cents élèves relèvent d'un bizarre pro-consulat bi-partite, constitué par le Proviseur et le Censeur.

Le premier s'illustra sous le protectorat en battant les élèves et en pratiquant la politique séparatiste dite-berbère, grâce à laquelle l'ex-Résidence entendait se maintenir dans notre pays.

Le second est le commissaire politique d'un parti qu'il n'est pas besoin de nommer.

Aujourd'hui réconciliés, les frères ennemis s'entendent comme larrons en foire sur le dos de ce que l'on nomme à Azrou « l'Education » et que l'on ferait sans doute aussi bien d'appeler l'endoctrinement.

Il est vrai que l'on a rarement le courage de ses idées et que le bien souverain du Maroc ne peut être, pour certains, qu'homogène lui-même.

La conjoncture des deux partis frères n'a jamais été aussi nette qu'à Azrou, où, pour la plus grande gloire du corps enseignant, (et encore nous verrons lequel), il devient très important de faire la chasse aux « communistes ». Il est bien évident qu'en l'occurrence les « communistes » sont tous ceux qui ne partagent pas la dogmatique, soit de Présence Française, soit de l'homogénéité marocaine...

Depuis longtemps, déjà, le mécontentement couvait parmi les élèves, qui réclamaient le départ du Proviseur et de certains autres professeurs dont l'activité anti-marocaine fut tout de même un peu trop marquée sous le protectorat.

A maintes reprises, le Ministère de l'Education Nationale promit de mettre fin à cet état de choses et alla même jusqu'à demander à certaines personnes d'Azrou, extérieures au Collège, d'établir une liste des professeurs à expulser.

La liste fut établie et resta lettre morte, oubliée sans doute dans un quelconque tiroir du Ministère.

Par chance, l'ancien censeur ayant demandé sa mutation, on put le remplacer par un censeur « Homogène », qui cumule de nombreuses fonctions intra et extra-muros. Il est à la fois censeur des études, commissaire politique, délégué syndical et « œil » de certaines personnes résidant à Rabat. Il semblait évident qu'un tel personnage se devait de contrer l'ancien et néanmoins actuel proviseur, ce proviseur qui frappait les élèves, les dénonçait à la police et cherchait à les dresser contre S. M. Mohammed V, au nom du séparatisme « Berbère » dont le Collège d'Azrou devait être le NON marocain. Il n'en fut rien et aujourd'hui censeur et proviseur, la main dans la main, s'emploient à empêcher le fonctionnement normal du Collège en essayant de politiser les méthodes d'enseignement.

LE CENSEUR - COMMISSAIRE POLITIQUE

Il y a au Collège d'Azrou un petit groupe de professeurs qui, avec courage, ont osé prendre la défense des éléments marocains d'Azrou et du Collège.

Parmi ces professeurs, il y a notamment un Français et un Anglais, qui pensaient pouvoir expliquer, avec l'accord des autorités de l'Education Nationale, le sens et la grandeur du mot « Démocratie » à leurs élèves au moyen d'auteurs tels que Montesquieu, Diderot, Voltaire, Beaumarchais. De même que la République de Platon en France durant l'occupation, il semble que le Maroc s'orienterait vers la négation de certaines valeurs.

C'est à ce Professeur français que le Proviseur et le Censeur demandèrent, en vertu d'une circulaire de Rabat, d'établir une fois par semaine un débat-discussion sur un sujet donné. Ce qui permettrait aux élèves de Philosophie et de Première de prendre conscience de certains sujets.

Malgré la réticence des élèves, le Censeur tint à assister à l'une des réunions-discussions dont le sujet était : « Participation de la femme marocaine à la construction du nouveau Maroc ».

Quelle ne fut pas la surprise de Monsieur le Censeur (dont la femme était d'ailleurs en train d'accoucher), de s'apercevoir que le Professeur de Philosophie soutenait le droit de la femme marocaine en tant qu'électrice et en tant qu'éle-

gible, que ce Professeur melle CONTRE la politique des droits entre l'homme et

C'est alors que ce qui fut avec angoisse que P sophie ne pouvait être... Il tenta de démontrer... disant que le Marx trop rapidement et que la que tous les hommes dev voter. IL FALLAIT H QUER. On voyait venir le Professeur français plus qu'étonnés, rétorqu du droit de vote à une d'us est du fascisme pur

Le Censeur eut sa cet mes étaient « communist

Le lendemain, il en re était, lui aussi, persuadé point de vue, mais pour. En effet, ce Professeur seur anglais lisait tin et considérait que les titre réclamer son inso fois ils ne pouvaient in. Donc haro sur les bauls réclamer d'un progressi ner violemment l'attituv

Ils étaient pour le sig pendance de l'Algérie li valets de Moscou spécier et on allait voir ce que

On commença l'offe des bruits concernant lo fesseurs ; leurs réunions le Proviseur envoyait nuelles participait le Cn réunions plus ou moins coulait à flots. Il est in deux jeunes filles seules discussions, dont l'unst seur et l'autre, toujem oncle.

A cette campagne gnaient des menaces de crever le réservoir de français. On chercha n seur contre ses élèves « qu'apparemment » n détestaient.

Le Professeur réunii franchement la questi alors de déclancher un exigeant des excuses pu du Collège qui était in colportées publiquement térieur du Collège.

GREVE DES ELEVES

Le lundi matin 11 classes de Philosophie et d'Azrou étaient en gré excuses publiques et des intendant qui, avec l'app monté cette provocation ; saine réaction des élève

Le Censeur, qui s'étai le Collège bien en main reau du Proviseur et u le Commissaire-Censeur scellé leur alliance cont seurs libéraux.

Le Maroc change de s sont toujours les mêm teurs des hautes-œuvre

Chose curieuse, le 4 jours de congé et qu

Les élèves de Premi rent beaucoup de mal élèves de ne pas se jo

Le Censeur télépho entendu que le lendea fonctionnaire du Minis tionale devait venir à

Dans l'intervalle, q auxquels se joignirent d'internat, se rendirent au Commissariat de P contre le sous-intendan

La grève continua t Il faut souligner qu

Siège d'Azrou

gnement

de notre envoyé spécial Hafid JELLABI

re les méthodes coer-
dans un Maroc indé-
frs.

le dit berbère qui sut,
pour la libération du
les sanctions furent

Présence Française.
me de vouloir appli-
ère de l'Education

prenait position for-
de et POUR l'égalité
la femme.

ur homogène s'aper-
Professeur de Philo-
communiste.

Proesse de ses posi-
ne doit pas évoluer
même ne pensait pas

ient avoir le droit de
ABORD LES EDU-
bout de l'oreille, mais

le Professeur anglais,
ent que la limitation
de catégorie d'indivi-

de simple.
ction faite, ces hom-
ra.

au Proviseur qui
de la justesse de ce
e raisons différentes.

anglais et ce Profes-
sistance Algérienne >
erie devait, à juste

ndance. Encore une
ue « communiste ».

qui avaient beau se
modéré et condam-
vietique à Budapest.

ve universel à l'indé-
ils étaient donc des
nt délégués à Azrou

en faisant circuler
aralité des deux pro-
cessions, où d'ailleurs

propre fille et aux-
ar, n'étaient que des
rimoniales où l'alcool

urs à remarquer que
prenaient part à ces
à la fille du provi-

accompagnée de son
le manteau, se joi-
ort. On alla jusqu'à

me du Professeur
à monter le Profes-
sant-on, n'étaient

lui, et en réalité le
élèves et leur posa

Les élèves décidèrent
rève de protestation,
es du sous-intendant

ur de ses calomnies
vant témoins à l'Ar-

rier, à 8 heures, les
à Première du Collège

s, et exigeaient des
ctions contre le sous-
du Proviseur, avait

n attendant pas à la
perimés.

nté à Rabat, de tenir
précipita dans le bu-
emie-heure plus tard,

le Proviseur avaient
élèves et les profes-

res, mais les victimes
ainsi que les exécú-

ntendant avait reçu
Azrou.

de Philosophie eu-
persuader les autres
au mouvement.

Rabat et il fut bien
asser el Fassy, haut
de l'Education Na-

IS PROFESSEURS
épétiteurs et maîtres
ompagnés des élèves,

pour déposer plainte
la journée.

les professeurs furent

en butte aux vexations de l'administration collégiale qui tenait à les considérer comme les meneurs de la grève. Plus question de sous-intendant, seule la grève comptait, peu importait ses raisons, faire la grève c'était saboter le Maroc tout entier, c'était vouloir saper la rénovation marocaine, cette rénovation à laquelle tenait tant Monsieur le Proviseur.

ROLE DE M. NASSER EL FASSY

Le lendemain, M. Nasser El Fassy, convoqua tous les élèves et s'évertua à leur démontrer qu'ils avaient été l'objet de provocations (sous-entendues communistes), que le Maroc intéressait les seuls Marocains, que certains éléments étrangers, les Français, les Anglais et les Algériens, n'étaient que des étrangers et que comme tels le Maroc ne les regardait pas.

En bref, cette affaire interne du Lycée était transformée par les bons soins de l'administration en affaire d'Etat, ce qui devenait indispensable pour renforcer l'autorité du Censeur et du Proviseur.

M. Nasser El Fassy promit de prendre des sanctions contre les fauteurs et les responsables de la grève, en l'occurrence les professeurs libéraux, ainsi d'ailleurs que contre un élève qui avait eu l'impudence de trouver que l'attitude de l'administration était du facisme pur et simple.

Cette appréciation ne choqua nullement, l'envoyé extraordinaire de M. le Ministre qui se borna à faire remarquer à l'élève que c'était grâce au facisme qu'il pouvait poursuivre ses études.

Sur ses tablettes il nota sans doute que cet élève ne pouvait être que communiste, les autres élèves ayant participé à la grève étant sans doute eux aussi soit moscouitaires, soit partisans d'Addi ou Bihl.

Tout le monde eut droit à son discours, les élèves et les professeurs libéraux, ainsi que les Algériens qui se virent, étant donné que le Maroc faisait pour l'Algérie des tas de choses, refuser le droit de faire pénétrer au Collège leurs journaux comme « Résistance Algérienne » dont la devise : *Par le peuple et pour le Peuple* doit être fort suspecte de communisme à Monsieur le Proviseur et au Commissaire politique maîtres-censeur.

Il est à noter que ce Censeur a demandé une bourse à l'UNESCO où il trouvera de nombreux communistes, dont les Américains, ces rétrogrades partisans du suffrage universel, ne seront sans doute pas exclus !

Satisfait de son homélie, M. Nasser el Fassy promit également de renvoyer le Proviseur et le sous-intendant à la fin de l'année si possible.

A sa sortie le personnel domestique présenta ses revendications qu'il mit négligemment dans sa poche.

Encore une lettre pour les tiroirs du Ministère. Et là-dessus, Nasser El Fassy repartit pour Rabat assurant son Ministre qu'il avait su mettre fin à cette grève.

MENACES ET INTIMIDATIONS

Ravi, Ben Souda se hâta de rédiger plusieurs circulaires dont deux sur trois virent les élèves refuser leur signature approbative. Cela n'empêcha point le Censeur des études de menacer plusieurs élèves de renvoi.

Cette décision unilatérale, contraire aux promesses du chef de M. Nasser El Fassy vit les élèves protester de nouveau. Le Censeur n'insista pas et jeta ses décisions à la corbeille à papier.

Pourtant le lendemain, le Censeur homogène allait jusqu'à menacer de prison les élèves qui se permettraient de mettre les pieds au domicile particulier de leur professeur.

Ceci fut d'ailleurs suivi d'une invitation à assister le jeudi après-midi à la réunion des jeunes du parti homogène qui ne compte jusqu'à présent aucun adhérent. L'intention du Censeur est d'obliger, sous peine de sanction, les élèves à faire partie de ce groupe et, comme tout est prévu, de leur demander de témoigner par écrit que cette adhésion n'a fait l'objet d'aucune pression ; ainsi les objections ultérieures seront nulles et non avenues.

Dans le même temps, des voitures feux éteints stationnent devant le domicile du Professeur français et suivent ceux qui en sortent la nuit. Notons pour ceux que cela intéresse que même en plein jour ce Professeur fut suivi par une voiture, 203 grise occupée par deux Européens.

Il est bien certain que pour les amis du Maroc, la situation à Azrou comporte certains risques.

QUI SONT-ILS ?

Ainsi donc depuis de nombreuses années le Proviseur du Lycée d'Azrou mène les destinées de ce Lycée marocain tantôt avec l'appui du protectorat, tantôt avec celui du Ministère d'un Gouvernement marocain indépendant.

(lire la suite page 11)

IMPRESSIONS D'AMERIQUE

Notre représentation à l'O.N.U. est inexistante Les hommes d'affaires s'intéressent au Maroc

Interview de M^r Thami Ouazzani
recueilli par Georges PEYRE

Maître Thami Ouazzani est enfin revenu des Etats-Unis, où il avait été délégué par le P.D.I., pour y suivre le déroulement des discussions de l'O.N.U., en particulier sur les questions Nord-Africaines, pour y prendre contact avec les délégations « Afro-Asiatiques » et plus spécialement avec celles du Proche et Moyen-Orient, pour y rencontrer aussi éventuellement les représentants de certains milieux américains.

Nous ne pouvions laisser passer son retour sans l'interroger, afin que nos lecteurs puissent connaître l'opinion de l'ancien Ministre sur de nombreuses questions qui les intéressent et afin aussi de faire avec lui le bilan de son voyage.

Vous étiez, si je ne me trompe, chargé de présenter aux délégations Afro-Asiatiques le point de vue du P.D.I. sur diverses questions. Pourriez-vous nous dire quel accueil vous avez reçu de ces délégations ?

J'ai été accueilli à bras ouverts par toutes les délégations que je devais contacter, et plus spécialement par les Irakiens, par les Soudanais et par les Egyptiens. Pour ce qui est de la délégation Syrienne, elle a été jusqu'à m'inviter à siéger avec elle à l'O.N.U.

Je ne peux malheureusement pas dire que j'ai été aussi aimablement accueilli par la délégation Marocaine, qui s'est montrée indifférente à mon égard, et qui n'a pas jugé nécessaire, elle, de m'inviter à siéger à ses côtés...

Quelle était exactement la position de la délégation marocaine ?

Elle était aux côtés des « DIX-HUIT » pour l'affaire algérienne. Elle était aussi à leurs côtés pour la question de l'évacuation de Gaza.

C'est à cette occasion d'ailleurs que M. Ben Aboud, notre ambassadeur à Washington, (qui est aussi le chef de notre délégation) intervint longuement et, sans raison apparente, se lança dans de longues considérations sur la tactique communiste, alors qu'il n'en était nullement question...

Probablement, ajoute Maître Ouazzani après avoir réfléchi un court instant, notre ambassadeur avait-il des raisons spéciales de se lancer dans cette dissertation, des raisons que nous ignorons, bien sûr... Mais c'était bien maladroit.

Que pensez-vous, d'une façon générale, de la délégation marocaine et de son activité ?

— Ce que j'en pense ?... Maître Ouazzani réfléchit longuement.

Alors que le Maroc n'était pas encore indépendant et qu'il n'avait donc pas de représentants « officiels » à l'O.N.U., il y avait en Amérique, en presque permanence, une délégation « officieuse » très active et très efficace parmi laquelle se trouvait Mohammed Hassan Wazzani, secrétaire général de notre parti.

Cette délégation fit un excellent travail, car ceux qui la composaient étaient spécialement qualifiés et très au courant des questions internationales.

Maintenant que nous sommes « officiellement » représentés, nous n'avons en tout et pour tout que CINQ délégués, dont DEUX provisoires et ces délégués sont tous très jeunes, ne possèdent aucune expérience et aucune compétence, sauf toutefois en ce qui concerne M. Agat dont les qualités sont aussi peu discutables que sa connaissance approfondie des langues.

Notre Ambassadeur, grand chef de la délégation, passe en coup de vent à l'O.N.U. une fois par semaine, ses lourdes fonctions et la préparation de ses dossiers ne lui laissant guère le temps de siéger, puisqu'il est seul, semble-t-il, pour faire tout le travail et pour élaborer ses interventions. Le Maroc est bien absent à l'O.N.U.

Comment estimez-vous que la délégation devrait être composée ?

Il faudrait avant tout que notre Gouvernement se rende compte que notre représentation à l'Organisation des Nations Unies est pratiquement une AMBASSADE PERMANENTE AUPRES DE 84 ETATS et que nous devrions donc avoir auprès de cette organisation une délégation PERMANENTE, particulièrement étoffée, dans la



Maître Thami Ouazzani

quelle ne devraient avoir place que des éléments spécialement qualifiés et avertis, car le travail qui pourrait être fait par cette « mission » est d'une importance énorme.

Autant que je sache, vous avez eu l'occasion, au cours de votre voyage, de rencontrer les leaders algériens délégués en Amérique ?

Oui. J'ai rencontré les hommes du F.L.N., dont Lyazid et Ferhat Abbès, et je n'ai pas manqué de leur dire, que le Maroc tout entier est à leurs côtés dans la lutte qu'ils mènent pour conquérir leur indépendance, car nous considérons que la nôtre ne sera réelle qu'autant qu'elle sera renforcée par la leur.

L'Afrique du Nord doit, à mon avis former une confédération, car seule l'union des trois pays peut leur donner la force qui sera le gage de leur indépendance réelle.

Avez-vous eu aussi des contacts avec les représentants des puissances occidentales ?

Au sein de l'Organisation des Nations Unies même, non.

J'ai eu de nombreux contacts avec des Américains en dehors de cette organisation, avec des personnalités de l'industrie et du commerce beaucoup plus qu'avec des hommes politiques ou des diplomates.

J'ai même eu l'occasion de faire un voyage en Floride, j'ai visité des établissements industriels d'une importance considérable, et je dois avouer que j'ai été profondément impressionné par les moyens matériels mis en oeuvre et par la rationalisation d'une mécanisation poussée au maximum.

J'ai eu de nombreuses conversations avec des personnalités de l'industrie et du commerce, conversations qui me permettent d'affirmer que, d'une façon générale, l'homme d'affaires américain est intéressé par le Maroc, qu'il ne demanderait pas mieux que de travailler, que de collaborer avec nous, mais qu'il est très mal renseigné sur notre pays, aussi bien en ce qui concerne nos besoins que nos possibilités. Il n'existe d'ailleurs pas le moindre organisme d'information marocain aux Etats-Unis, et le Ministre du Tourisme lui-même n'y est pas représenté !...

Malgré cet handicap, pensez-vous que l'on puisse espérer quelque chose de valable des relations commerciales entre le Maroc et les U.S.A. dans un avenir proche ?

Oui, on peut beaucoup espérer.

Il est évident que le Maroc a tout avantage à VENDRE aux Etats-Unis, car le dollar est une devise forte et appréciée sur les marchés mondiaux.

Il devrait vendre principalement des produits miniers qui doivent intéresser les Américains, mais, au risque de paraître paradoxal je crois pouvoir dire que nous ne vendrons aux Américains qu'autant que les Américains auront investi chez nous des capitaux importants, dans l'industrie minière en particulier...

Ce ne sont d'ailleurs pas les capitaux qui manquent aux Etats-Unis, bien au contraire !... On a l'impression très nette qu'il y a pléthore d'argent et que les financiers américains ne demandent qu'à trouver une utilisation rentable à leurs surplus financiers.

(Voir la suite en page 10)

Le peuple mis à l'écart

UN GOUVERNEMENT BOURGEOIS

De part sa composition même, notre gouvernement actuel est un gouvernement bourgeois. Presque tous les ministres descendent de grandes familles bourgeoises. Aucun ne représente le prolétariat marocain car aucun n'est sorti du peuple. Tous mènent un train de vie bourgeois : traitements substantiels, larges indemnités de représentation, longs voyages avec indemnités de déplacement, réceptions somptueuses, voitures de grand luxe, villas magnifiques, personnel domestique nombreux, etc. etc...

UNE POLITIQUE BOURGEOISE

Favoritisme et inertie telles sont les caractéristiques essentielles de la politique de notre gouvernement.

Pour avoir un bon poste, la seule compétence requise est d'être le fils, l'ami ou le cousin d'un tel. Les « indices » sont distribués selon le bon plaisir des ministres et non d'après la compétence.

La nonchalance de notre gouvernement l'amène toujours à opter pour les solutions bourgeoises, pour les solutions faciles, simplistes : alourdir la fiscalité.

Nous assistons à une augmentation continue des impôts indirects par la hausse de la taxe sur les transactions, du prix du pétrole, du sucre, du tabac... et à cela il faut ajouter une augmentation des tarifs douaniers !...

La hausse des prix des marchandises importées n'aura-t-elle pas une répercussion inévitable sur tous les prix marocains ? Autrement dit, toutes les denrées importées de l'étranger ne seront-elles pas de plus en plus chères ?

Or, ces impôts frappent particulièrement les produits de première nécessité, ceux qui sont consommés par les pauvres autant que par les riches. Ce qui revient à dire que le pauvre est obligé de supporter les mêmes impôts que le riche, ce qui est une injustice condamnable.

CONSEQUENCES

La vie devient de plus en plus chère alors que les traitements des petits fonctionnaires et des salariés sont stables.

Le pouvoir d'achat s'amointrit donc toujours plus.

Le niveau de vie — déjà très bas — est de plus en plus bas. Cela signifie marasme, chômage et crise sociale.

Les pauvres s'appauvrissent... Les riches s'enrichissent... et le peuple se détache de la bourgeoisie.

Une barrière de plus en plus nette se dresse entre eux.

Dans de telles conditions, il ne saurait faire de doute pour personne qu'il existe de plus en plus, de la part de la bourgeoisie, un dédain à l'égard de la masse laborieuse qui réagit, elle, par la jalousie et la haine.

C'est ce dédain qui fait que le peuple est de plus en plus écarté de la vie politique du pays. Quoique **DANS LE PAYS et DU PAYS il vit EN DEHORS DU PAYS.**

C'est ainsi que notre Gouvernement n'éprouve plus la nécessité de le mettre au courant des problèmes de l'heure : politiques, économiques ou sociaux ; ni des solutions adoptées pour la résolution de ces problèmes.

Notre gouvernement garde un snobisme aussi altier que méprisant. Tout se traite dans le silence, dans la clandestinité. Est-ce incompetence ou manque de confiance ?

Comme on le voit nous sommes bien loin de la démocratie politique où le gouvernement doit être de tous et pour tous.

Comme on le voit nous sommes bien loin aussi de voir accorder au peuple les garanties indispensables à un vie honorable : droit au travail, au minimum vital, à l'instruction, à la sécurité.

Nous sommes bien loin de plus d'assister à une distribution équitable des richesses du pays : car actuellement les ressources ne sont réparties ni en fonction des besoins de chacun, ni même en fonction du travail de chacun.

UN JOUR VIENDRA — UN JOUR TOUT PROCHE — OU LA DICTATURE ACTUELLE DE LA BOURGEOISIE SUR LE PROLETARIAT CEDERA LA PLACE A UNE DICTATURE DU PROLETARIAT. ON NE FAIT GUERE QU'ACCELERER CETTE EVOLUTION. C'EST CERTAIN.

A. SBAI.

Pour ou contre le bachot

Nombre de jeunes gens et de jeunes filles affrontent chaque année, non sans craintes, l'épreuve du Baccalauréat.

Vous vous amuseriez certainement en les voyant tous réunis, dans une salle étrangère pour eux, devant une feuille qui les éclaire de toute sa blancheur.

Pourquoi donc tout ce changement de cadre, cet isolement du candidat qui égaré dans ce nouveau milieu perd son optimisme et ses moyens pour affronter l'examen ?

Combien de candidats au savoir fécond, ayant passé d'excellentes études secondaires, n'ont point entendu leurs noms le jour des résultats ?

Combien d'entre eux aussi, se sentant usés à tout jamais par Dame Malchance ont perdu pied définitivement ?

Certes le Bachot, aux yeux des prétendus connaisseurs, paraît comme le savoir minimum qui permet au jeune bachelier de se débarrasser de son tablier d'« élève » pour mettre la belle blouse d'« étudiant ». Mais, si paradoxal que je sois, ce savoir minimum me paraît mal agencé, et dans bien des cas, vain et futile.

En France, des voix se sont élevées en faveur d'une réforme, voire même d'une rénovation de ce système devenu incohérent. Mais ces voix n'ont point leur écho dans les milieux soit disant compétents mais hélas, combien butés et bornés !

Au Maroc où ce système de caractère et de structure essentiellement français persiste, le problème, ou plutôt les problèmes, s'avèrent d'une gravité certaine et beaucoup plus grande qu'en France.

Je prends le cas d'un ami marocain qui excelle en sciences mathématiques et physiques et qui part avec le projet de faire une licence de mathématiques.

L'année échoue la première, la deuxième et la troisième année à la première partie du baccalauréat parce qu'il n'a pas réussi à avoir plus de 6 sur 20 en Français (note éliminatoire).

Ainsi, il perd trois années qui auraient pu lui être profitables ainsi qu'à notre pays.

En ce qui concerne cette note éliminatoire en Français note qui a laissé tant de victimes sur son chemin, je trouve que c'est une injustice flagrante. Tantant plus grande que les victimes qui tombent sont pour la plupart des jeunes marocains pour qui la langue française n'est pas leur langue maternelle.

Les statistiques sont là pour nous montrer que les échecs des candidats marocains sont dus en grande partie à cette note qui les élimine et les décourage.

Ce n'est la évidemment qu'un des multiples aspects des problèmes de ce terrible Bac que j'ai tenu à souligner. Tout jeune, ancien ou futur bachelier se plaint et regrette, non sans amertume, que des réformes judiciaires ne soient pas encore apportées dans ce domaine. Et il est de l'intérêt général que les autorités compétentes (ou « autorités » tout court), qui se disent si préoccupées de l'intérêt de la jeunesse marocaine, prennent de grands yeux afin de résoudre ce problème primordial pour l'avenir de notre jeune Maroc.

Mohamed CHRAÏBI.

TOUJOURS LE PROBLEME DU CHOIX

Je voudrais tout d'abord féliciter « Démocratie » d'avoir ouvert ses colonnes à ses lecteurs afin que ceux-ci puissent s'exprimer librement. C'est grâce à cette « tribune libre » dont « Démocratie » peut être fière, qu'un des plus importants problèmes, celui du choix, vital pour notre diplomatie, s'est débattu. A ce propos, j'ai lu beaucoup d'articles qui montrent l'intérêt que porte le peuple marocain à la politique extérieure.

Il est naturel qu'au lendemain de son indépendance, le Maroc se trace une ligne de politique étrangère conforme à son passé glorieux et à ses besoins actuels. Membre de l'O.N.U., il doit aussi être fidèle à l'esprit de cette institution.

Le Maroc sera-t-il du côté de l'Orient ou de l'Occident ? Voilà une question préoccupante. Mais avant de répondre à cette question, le Maroc doit faire face à de nombreux autres problèmes. Parmi ceux-ci, on trouve en tête celui qui pose la Confédération Nord-Africaine. Celle-ci nécessite, avant qu'une décision soit prise sur le plan international, des contacts entre les trois pays membres afin de tracer une politique étrangère commune et ce qui ne peut se réaliser qu'après la libération du peu-

ple algérien. Mais déjà on voit que la Tunisie s'oriente vers l'Amérique.

Ce choix signifiera-t-il que le Maroc et l'Algérie, se trouvant devant le fait accompli, acceptent de se tourner vers l'Amérique ou bien est-il provisoire en attendant la réalisation de la Confédération Nord-Africaine ?

Nous ne pouvons pas répondre maintenant à cette question car il appartient aux trois peuples de décider.

Nous ne voulons pas tomber dans le cas de l'Irak et nous exigeons l'avis du peuple et cela en constituant dans les plus bref délais un parlement qui sera le reflet fidèle de toutes les tendances de l'opinion marocaine et qui sera seul habilité à décider de l'orientation de notre politique étrangère.

Personnellement si j'avais à donner mon avis sur ce sujet, je n'hésiterais pas à choisir la « neutralité active ». D'une part, nous avons trouvé auprès des peuples de l'Orient durant toutes les années sombres qu'a traversées notre chère patrie les appuis les plus désintéressés. D'une autre part le Maroc, au temps de l'indépendance, a plus be-

soin que jamais de capitaux et de techniciens et cela ne peut provenir que de l'Occident.

Le Maroc a besoin d'une aide étrangère mais il pose à cette aide deux conditions :

a) Dans le domaine politique : Nouvellement libéré du colonialisme, le Maroc doit être du côté de l'oppressé contre l'oppresser.

b) Dans le domaine économique : Il ne veut pas que cette aide économique porte atteinte à sa souveraineté.

Ces deux conditions posées, le Maroc tendra la main à tout pays qui respectera ces deux principes et ne posera aucun préalable politique. Peu importe la région d'où provient cette aide, ce qui compte c'est qu'elle soit saine et respecte notre souveraineté. Dans notre choix nous ne devons pas nous tourner vers l'Amérique parce que la Tunisie et l'Arabie Saoudite l'ont fait mais nous devons respecter les intérêts supérieurs du Maroc et nous rappeler que notre indépendance est encore bien fragile.

Abdelhak HADJI
Lycee Gouraud - Rabat.

MISE AU POINT

NON, Monsieur Naamy, JE NE LE PERMETS PAS

Ah ! Monsieur Naamy, j'ai bien l'impression que votre nom influence dangereusement votre optique. En vérité, vous avez bien suivi, Monsieur, l'exemple de l'Austruche. Bravo !

« Quel épineux problème que celui de la femme marocaine ».

Evidemment, Monsieur Naamy, si vous le comparez à celui des « Précieuses ridicules ». Il devient même assez... piquant !

Et tout cela pourquoi ?

Pour une malheureuse lacune de notre sœur Souad.

Plaider pour elle n'est pas mon but, Monsieur, ses écrits la défendent suffisamment. Mais bien que vous ayez largement blessé notre amour propre et notre dignité, ma nature charitable prend le dessus et me pousse à éclairer « gentiment » votre lanterne.

Que vous ayez, Monsieur, quelques exemples malheureux de notre évolution très accélérée, est fort possible.

Mais que vous les généralisiez à toutes les citadines, c'est la catastrophe. — heureusement

pour nous — Mais pour celui qui se targue d'écrire dans la langue de Descartes, ce n'est pas seulement une faute, c'est un crime.

A moins que l'occasion offerte n'ait été trop « bonne », si je ne m'abuse, pour « mettre en boîte » toutes ces jeunes femmes énergiques et décidées qui commencent à vous mettre à l'étroit dans bien des domaines ?

Dans le cas contraire, vous avez commis, Monsieur Naamy, une erreur monumentale : oser avancer que les citadines vivent uniquement pour elles-mêmes, dans leur petit univers « précieux ». Oh ! vous ignorez, Monsieur le retardataire que le commerce « des sels » a fait faillite durant la crise marocaine. Tout porte à croire, Monsieur le « Rousseriste en herbe », que votre piédestal ne doit pas être bien haut, et comme « nous nous croyons tout permis » (c'est vous qui le dites !) je me permets de vous demander dans quel quartier vous l'avez installé, votre piédestal ? Car vous semblez ignorer que la femme marocaine évoluée, brûle les étapes en mettant les bouchées doubles pour pouvoir justement porter aide et assistance à sa sœur campagnarde, « cette écrasante majorité » !

Non, Monsieur, la femme marocaine ne se colle pas à l'occidentalisme. C'était — peut-être ? — hier et vous retardez.

La femme d'aujourd'hui emprunte à l'occident les matériaux nécessaires à son évolution. Vous m'objecterez que les surprise-party et le Rock and Roll ne lui sont pas nécessaires. D'accord et certes c'est très regrettable pour celles qui pratiquent ces distractions. C'est sans doute ce que vous voulez insinuer dans votre phrase : « Que veut-on faire de la campagnarde cette femme si vertueuse ? Ressemble-t-elle à cette précieuse de la ville ? »

Halte-là, Monsieur, vous confondez délibérément préciosité et vertu.

Si votre esprit troublé ne distingue pas la distance qui existe entre ces mots, le mien y voit un abîme !

Vous oubliez, Monsieur, que nous vivons en pleine révolution sociale, que le mauvais semble parfois prendre le pas sur le bon, par le fait qu'ils se mélangent, mais qu'il ne le prime jamais.

« Dieu est avec les patients » dit le Coran et la décantation n'est pas très lointaine !

En attendant, il y a des assistantes sociales, des sages femmes, des infirmières qui travaillent sans relâche pour pouvoir accomplir leur devoir sacré envers... « l'écrasante majorité ».

Vous voulez défendre la femme campagnarde, notre principal souci, et vous commencez par détruire son atout majeur : sa sœur citadine !

Votre plaidoirie devient d'un comique irrésistible !

Heureusement que votre optique n'est pas celle de bien des Marocains.

Avant d'écrire, Monsieur, un conseil : pesez vos mots.

Que vous vous cabriez devant une négligence, (de taille d'ailleurs), c'est votre plein droit, mais que vous ruez dans nos branquards, non Monsieur, je ne le permets pas.

Souad ALAOUI.



La femme marocaine, consciente de ses devoirs, participe à la lutte contre la misère.

Octroyez-moi mes droits !

J'ai lu dans les derniers numéros de « Démocratie », plusieurs articles traitant de l'égalité de l'homme et de la femme. Je dois avouer qu'aucun ne m'a entièrement satisfait. Certes, c'est un bon signe de constater que nous nous intéressons de plus en plus à ce problème si délicat et qui mérite d'être publiquement exposé.

Pour ma part je suis pour l'émancipation de la femme, mais pour que cette émancipation soit saine, il faut qu'elle soit progressive et bien orientée. En effet, si vous faites passer quelqu'un brusquement de l'obscurité complète à la lumière éclatante vous constaterez qu'il aurait mieux valu lui faire faire l'opération progressivement.

La femme marocaine désire que l'homme se batte pour lui faire acquérir tous ses droits et les lui présenter sur un plateau d'argent.

Femme, crois-tu que c'est lutter pour ton émancipation que de sortir vêtue des plus récents modèles de Paris, de te parfumer avec des parfums les plus coûteux, de mettre les rouges à lèvres les plus recherchés et

d'écrire de temps en temps quelques articles pour rappeler tes droits aux hommes ?

La femme pourra descendre dans la rue pour lutter contre l'analphabétisme. La femme pourra aussi y mener une campagne contre la misère elle aidera les pauvres à améliorer leur condition. Elle veillera à l'éducation de ses enfants et rendra son foyer attrayant et aidera l'homme dans sa lutte de tous les jours.

Le jour où elle aura ainsi agi, les ariérés et conservateurs ne pourront s'opposer à cette force édifiancée qu'elle sera devenue. Ce jour-là on dira que la femme marocaine a arraché ses droits à l'homme parce qu'elle en est capable et non pas parce que l'homme les lui a octroyés... par charité.

Si tu ne réagis pas énergiquement, tu ne pourras qu'attendre éternellement de la charité de l'homme, qui restera insensible, à tes aspirations. Il faut que tu mérites par ton action et ta conduite les droits que tu recherches et qui te sont légitimes.

Mohammed SOUSSI
Lycée Lyautéy.

L'ÉGALITÉ...

Il m'a été donné de lire au nombre des intéressants articles publiés dans le numéro de « Démocratie » du 4 février, une prise de position intitulée « NOUS VOULONS L'ÉGALITÉ AVEC L'HOMME ».

Tout en approuvant les quelques revendications féminines légitimement reconnues à la femme musulmane par le Koran je tiens néanmoins à rappeler à Mlle Souad qui semble tout ignorer des institutions musulmanes que lorsqu'elle réclame que notre élément féminin soit traité sur un pied d'égalité avec l'homme pour les questions d'héritage, elle se permet, volontairement ou involontairement, de porter une atteinte flagrante aux prescriptions fondamentales de l'Islam.

Il s'agit là d'une réforme institutionnelle à la fois téméraire et redoutable qui risque d'attirer pour cette rénovatrice de l'Islam la désapprobation de tous les docteurs de notre religion et en particulier de celle de notre Prince Héritier. Interprétation forcée ! dirait Mlle Souad.

Je lui répondrai sans acrimonie que le Koran qui est, (il convient de le rappeler à notre jeunesse féminine) un livre divin n'admet aucune révision, même lorsqu'elle est suggérée par une jeune fille offiliée au P.D.I., sa doctrine étant éternelle et immuable.

Je fais allusion à l'indignation que susciterait une telle suggestion anti-islamique auprès de notre Prince Héritier car si la femme musulmane doit égaler l'homme dans les droits et devoirs ainsi que le préconise notre jeune génération ; cette égalité doit être absolue et le Maroc aura, à l'instar de la Grande Bretagne, une princesse héritière au lieu d'un prince héritier.

Mlle Souad pourra alors assurer les charges de la présidence du Conseil !

Quelle mirage ! et quelle hallucination !

Mlle ASSAD M.H.

Nous voulons aller AUX URNES

L'Histoire nous apprend que chaque révolution saine et vraiment populaire et progressiste a installé un gouvernement issu d'elle mais imbu de son caractère, de son rôle de « bouche-trou » entre deux régimes : un gouvernement qui se sait et qui se veut provisoire. C'est selon que ce provisoire dure ou respecte son rôle, que les révolutions avortent ou aboutissent. C'est selon la durée du gouvernement provisoire qu'on peut déterminer si ce gouvernement est vraiment issu de la révolution ou si c'est un gouvernement d'usurpateurs préoccupés seulement par le replâtrage d'un régime auquel, sans l'avouer, ils restent attachés.

Lorsque, après le retour de S.M., le premier gouvernement marocain fut installé, notre appréhension fut grande de savoir que ce gouvernement n'était pas nommé provisoire. Mais enfin, ne fallait-il pas tenter l'expérience : notre révolution était alors fort incomplète, l'avenir incertain, il fallait peut-être un gouvernement qui puisse au moins donner l'apparence de l'autorité et puis, s'il ne se disait pas être provisoire et révolutionnaire, n'avait-il pas au moins dans sa composition et son programme le caractère de ces sortes de gouvernements ? C'était un gouvernement qui coalisait toutes les forces vives de la nation, un gouvernement qui disait vouloir avant tout parfaire la révolution et installer des institutions démocratiques. Dans notre enthousiasme d'alors, nous étions confiants, nous voulions bien croire que ces déclarations d'intentions signifiaient la réunion prochaine d'une Assemblée Constituante. Mais vous savez la suite et le « coup d'Etat » d'octobre 1956.

LA SIGNIFICATION DU COUP D'ETAT

Lorsque le 20 août 1956, la campagne de dénigrement contre le gouvernement « provisoire » se fit ouverte, ce ne fut pas par hasard, aucun événement subit et d'importance ne l'expliqua, il n'y eut pas murissement d'un mouvement populaire anti-gouvernemental, il n'y avait pas non plus pourrissement du régime.

Le gouvernement « provisoire » s'était assigné pour tâche : la négociation de l'indépendance, le retour à l'ordre et la démocratisation des institutions. Il se trouve que le 20 août 1956, l'indépendance était acquise, l'unité aussi, il se trouve que l'Armée de Libération avait trouvé une solution à sa dissolution et que l'ordre était revenu, le gouvernement ne pouvait plus alors reculer sa troisième tâche qui, pour nous, était sa tâche essentielle : la seule tâche véritable d'un véritable gouvernement révolutionnaire. La révolution venait du peuple, il l'avait payé de son sang et de longues souffrances, c'était le moment de lui donner son dû, de lui donner non seulement ce qu'il avait conquis, mais aussi ce qu'on lui avait solennellement promis.

La campagne pour l'éviction de quelques ministres du P.D.I. n'était qu'un prête-nom, ce contre quoi on attendait, c'était la marche vers la démocratie, c'était la révolution elle-même dans ses objectifs les plus chers, c'étaient les martyrs de la libération qu'on assassinait une seconde fois en étouffant les idéaux pour lesquels ils s'étaient sacrifiés.

LE CHEMIN DE LA DICTATURE

Qu'un coup d'Etat d'une pareille signification ait réussi, cela ne pouvait se

faire sans une préparation d'atmosphère. Ce coup d'Etat était le début de la dictature si l'on peut dire légale, il fallait qu'il soit préparé par tous les aspects de la dictature. Il y fallait la main mise sur les journaux et la radio, il y fallait un régime policier qui n'ose même pas avouer son nom, celui qu'employa le protectorat aux heures les plus sombres de son existence, celui qui a recours aux enlèvements anonymes, il y fallait le silence de la justice, il y fallait les procès jugés d'avance, il y fallait enfin une main mise complète sur tous les rouages de l'administration de l'intérieur, de celle de la Police, de celle de la Justice. Le coup d'Etat ne fut qu'une régularisation, le fruit de l'accaparement de deux pouvoirs essentiels, l'exécutif et le judiciaire. Le pouvoir législatif pour lequel on demandait une Constituante ne pouvait que tomber de lui-même quand les deux autres pouvoirs étaient acquis. C'est cela qui s'est passé en octobre 1956.

Depuis, la légalisation de cet état de fait n'a fait que le renforcer, mais on a commencé à y mettre les formes, le gouvernement nouveau promettait des élections dès que possible, une Assemblée Consultative était installée. En bref, de grosses espérances mais très lointaines, un simulacre de régime parlementaire qui d'ailleurs a dû étonner par ses réactions les metteurs en scène, et comme gros argument : « Le peuple n'est pas encore mûr politiquement pour des élections !... »

LE FACTEUR TEMPS

Les Français aussi répétaient à qui voulaient les entendre que « comme l'Enfer », ils étaient remplis de bonnes intentions, que lorsque nous serions aptes à l'indépendance, ils nous l'octroieraient gracieusement. C'est notre honneur et notre gloire que les meilleurs des fils du Maroc aient brisé ce cercle vicieux et arraché l'indépendance, comme demain nous arracherons la démocratie des mains de ceux qui veulent l'étouffer. La démocratie s'apprend, certes, mais du dedans, il faut d'abord s'y installer, la meilleure école est celle de l'action. Nous voulons immédiatement le suffrage universel.

Tout le reste est baliverne. Ceux qui, femmes et hommes de toutes conditions, pour la plupart gens du peuple sans autre culture qu'un sens aigu de la dignité humaine et de leur intérêt bien compris, tous ceux-là qui se sont insurgés contre l'occupant n'étaient peut-être pas mûrs politiquement ! Qu'on ne s'y trompe pas, le peuple capable d'arracher l'indépendance saura lutter pareillement contre d'autres arbitraires, contre d'autres profiteurs et sa révolte sera plus grande, à la mesure de sa douleur, car elle sera plus grande, à la mesure de sa douleur, car elle sera dirigée non pas contre l'étranger, mais bien contre ses compatriotes. Invoquer le temps et dire qu'avec lui, les Marocains seront mûrs un jour pour les élections est une erreur dangereuse. Ce jour-là, ils seront mûrs aussi pour autre chose que les élections...

ON N'OUBLIE PAS SI VITE LES CHEMINS DE L'INSURRECTION.

Il est peut-être temps encore de revenir en arrière, de renverser la vapeur. de procéder enfin à l'élection d'une Constituante pour remettre votre pays sur le chemin de la sagesse. Si demain tout était à refaire, certes, nous ne

sommes pas hommes à nous décourager. Mais nous savons trop ce qu'une révolution coûte à un pays pour ne pas souhaiter éviter au nôtre d'autres épreuves. Le peuple sans cesse imposé, sans cesse sollicité mais toujours et de plus en plus tenu en dehors des affaires de l'Etat, a besoin de savoir où il va. Ce Maroc nouveau qu'il a gagné, il veut le bâtir de ses propres mains. Il veut qu'on l'associe aux décisions comme on l'asso-

cie aux exécutions. Il ne se contentera pas toujours de déclarations officielles, de promesses jamais tenues et des monuments creux et sonores déjà réalisés. Vous pouvez continuer à vous gargariser de slogans de liberté et de démocratie, c'est aux actions que le peuple vous attend, car il sait que ce n'est pas en criant « Seigneur ! Seigneur ! » qu'on accède au Royaume des Cieux. **Abou ISMAIL.**

IMPRESSIONS D'AMERIQUE

(INTERVIEW DE M^r THAMI OUAZZANI)

(Suite des pages 6 et 7)

Sur le plan pratique, voyez-vous un moyen d'orienter ces « surplus » vers le Maroc ?

Oui... Je pense qu'au lieu de tenter de faire des accords d'Etat à Etat, le Maroc aurait tout avantage à délaissier un peu les milieux officiels pour contacter les particuliers. Je crois qu'il serait bon d'inviter des groupes privés à visiter le Maroc, pour qu'ils puissent étudier nos possibilités et comprendre nos besoins, et qu'il faudrait ensuite leur donner toutes facilités pour réaliser ceux de leurs projets qui pourraient contribuer à l'épanouissement de la prospérité de notre pays et à la relance économique.

En procédant ainsi, la question des « préalables politiques » ne se poserait plus, puisque ce serait avec des particuliers que nous traiterions.

Toutes ces questions d'intérêt général étant traitées, nous serions heureux de savoir ce que vous pensez, à titre personnel, de l'Amérique et de la façon de vivre des Américains.

C'est la première fois que je me rends aux Etats-Unis, aussi ne serez-vous pas surpris si je vous avoue que j'ai été en quelque sorte écrasé par l'Amérique et par le potentiel énorme de cette nation.

L'homme, dans ce pays, est pris dans une sorte de cercle infernal. Il vit à une cadence ultra rapide, au milieu de projets illimités et de réalisations démesurées... C'est du moins la première impression que l'on ressent et elle n'est peut-être qu'à moitié vraie... Lorsque l'on roule sur les routes américaines, par exemple, on a l'impression que tout le monde va très vite, et pourtant les conducteurs ne dépassent pratiquement pas 70 kilomètres à l'heure, cette vitesse étant une vitesse limite sur de nombreux parcours.

Il ne dépasse pas cette vitesse, dois-je ajouter, même lorsqu'il n'y a aucun uniforme pour faire respecter les règlements, et si, par extraordinaire l'automobiliste commet un excès de vitesse et qu'un agent le sanctionne, il règle le montant de l'amende sans renâcler, conscient de la faute commise, et faisant preuve d'un esprit civique que l'on serait heureux de constater chez nous.

Ce qui m'a peut-être le plus surpris, c'est l'importance du CREDIT dont l'économie des Etats-Unis... Dans ce pays, **TOUT LE MONDE VIT A CREDIT**. On se meuble à crédit, on voyage à crédit, on meurt même à crédit, peut-être parce qu'on a passé toute sa vie à travailler pour payer ses dettes, et il suffit de présenter une simple attestation d'un quelconque employeur pour avoir droit au crédit...

Peut-être est-ce parce qu'il est éternellement endetté que l'Américain est particulièrement travailleur. Il passe en effet son temps à travailler, pour payer ses dettes... ou pour rendre la vie plus agréable à sa femme, car la femme occupe là-bas une situation privilégiée.

Travailleur, l'Américain est aussi gaspilleur, peut-être parce qu'il estime qu'il faut consommer, consommer toujours plus pour que l'appareil industriel puisse continuer à produire à plein rendement. C'est pourquoi il consomme, consomme toujours, les conséquences que provoqueraient un ralentissement de la production risquant d'être catastrophiques.

L'entretien était virtuellement terminé, et nous allions quitter Maître Ouazzani, en le remerciant de son aimable accueil lorsqu'il nous retint.

N'oubliez pas de dire à vos lecteurs, nous précisa-t-il, que je n'ai fait qu'un voyage très rapide et que mes impressions sont toutes superficielles, car je n'ai guère eu le temps d'étudier le pays que je parcourais, mais telle est néanmoins l'opinion que je rapporte d'un court voyage qui sera, du moins je l'espère, suivi d'un séjour plus long si les circonstances le permettent.

Permettez-moi aussi d'insister à nouveau, pour terminer, sur l'importance qu'aurait pour le Maroc l'envoi ou plutôt l'échange de missions entre lui et les U.S.A., missions qui faciliteraient les contacts entre les deux peuples et qui permettraient certainement l'établissement d'un courant commercial important.

Quitte à me répéter, enfin je dirai une fois de plus qu'il est indispensable que notre représentation à Washington et à l'O.N.U. soit plus nombreuse, plus représentative, et... plus qualifiée.

DROITS ET DEVOIRS D'UN SYNDIQUÉ

Soucieux de parfaire l'éducation civique des citoyens marocains, « Démocratie » ouvre cette rubrique « Initiation au syndicalisme » dans le but d'aider la classe ouvrière à compléter sa culture et à s'armer politiquement pour être à même de défendre ses intérêts moraux et matériels.

Définition sommaire

Dans un Etat organisé, l'homme doit travailler pour gagner sa vie. Mais il n'a pas toujours à se louer des conditions de son travail, aussi cherche-t-il à les améliorer. Partant du principe que « l'union fait la force », il unit ses efforts et ses forces à ceux de ses camarades de travail qui souffrent des mêmes difficultés.

Cette association où tous les membres qui l'ont composée ont les mêmes droits, et dans laquelle aucun ne peut avoir un privilège quelconque, même celui d'ancienneté, s'appelle un syndicat.

Aux termes de la loi, un syndicat est une organisation qui a pour but l'étude et la défense des intérêts économiques, commerciaux, et agricoles de ses membres.

Il peut donc y avoir des syndicats patronaux, des syndicats de commerçants et des syndicats agricoles.

Parallèlement à ces organisations dont le but principal est la défense de ses membres, trop souvent aux dépens des salariés qu'ils emploient, se sont créés les Syndicats des Exploités, c'est-à-dire de ceux qui vivent de leur salaire, sans exploiter le travail d'autrui.

Dans un tel syndicat, il n'y a donc pas de patrons. Tous les membres sont salariés à un degré quelconque, et tous sont conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat quelles que soient leurs idées philosophiques ou religieuses.

Historique

Les revendications présentées par les salariés pour améliorer leurs conditions de travail et de vie, ne sont pas choses nouvelles. Elles remontent au Moyen-Age. A cette glorieuse époque, les ouvriers formaient des coalitions par localité ou par métier, et réclamaient un salaire plus élevé et une journée de travail plus courte. Mais les coalitions extracorporatives étaient sévèrement réprimées, et les chefs du mouvement souvent emprisonnés.

C'est seulement au 19^e siècle, avec la concentration industrielle que les ouvriers, liés par la solidarité du travail, prirent conscience de l'importance de leur rôle dans la société, et s'unirent pour mieux défendre leurs intérêts.

Jusqu'à nos jours, et dans tous les pays ; que ce soit l'Angleterre qui fut le premier pays à voir se développer une grande industrie centralisée, l'Amérique qui en 1884 eut ses martyrs à Chicago, la France qui en 1892 eut ses fusillés à Fourmies, les 2 principales revendications ont toujours été : l'augmentation du salaire, et la réduction des heures de travail.

Mais combien ont payé de leur vie les lentes améliorations obtenues, et la légitimation du droit syndical.

Définition du syndiqué

Mais que serait un syndiqué sans la participation active de tous ses adhérents. Une telle organisation doit avoir des bases

démocratiques solides, et chacun des membres qui la forme doit connaître, outre ses droits, ses devoirs.

- Un syndicaliste doit être avant tout discipliné ;
- Il doit être prêt à agir ;
- Il doit SAVOIR.

Si dans un syndicat, l'égalité doit être absolue, si l'adhérent qu'il soit ancien ou nouveau ne dispose que d'une seule voix, il doit savoir qu'il existe une règle absolue : LA MAJORITE, et doit toujours s'incliner devant cette majorité. Notons un fait remarquable : Le syndicat est l'un des cadres vis-à-vis desquels, les théoriciens les plus anti-démocratiques reconnaissent la validité du système électif majoritaire. Dans le syndicat en effet ne sont en cause que des intérêts et des besoins qui sont précisément justifiés par leur permanence et leur généralité.

Cette majorité dit être bien entendu l'expression de la « base », c'est-à-dire de l'ensemble des syndiqués. C'est cette discipline que tout militant doit s'imposer, parce que le respect des décisions prises est la condition de toute action féconde.

Le syndicaliste est donc un individu qui se définit par des rapports très précis avec l'ensemble auquel il appartient. Il se définit par contre par une indépendance parfaite vis-à-vis des déterminations étrangères au cadre et à l'objet du syndicat.

En effet si l'adhérent peut appartenir à un parti politique de son choix, il ne peut pas ignorer que le syndicalisme doit avoir sa physionomie propre, et qu'il ne peut se situer sur le même plan que les partis politiques quels qu'ils soient.

Il ne doit en aucun cas être l'auxiliaire d'un parti politique, quel qu'il soit. Il doit s'adminis-

trer et décider de son action dans une indépendance absolue tant à l'égard des gouvernements que des groupes politiques.

Si cette indépendance vis-à-vis des gouvernements ne signifie pas hostilité, et n'exclut pas les collaborations, il faut qu'à leur tour les gouvernements respectent les règles de la démocratie, et recherchent l'émancipation de la classe ouvrière, conformément aux vœux exprimés « syndicalement » par celle-ci, et il ne faut en aucune façon que les organismes syndicaux soient liés à l'action gouvernementale.

Extension normale de l'activité syndicale

Si un syndicaliste ne doit jamais perdre de vue les deux revendications principales : « Un salaire honnête pour une durée de travail qui ne l'use pas prématurément », il doit savoir que l'action syndicaliste s'étend aujourd'hui à des domaines plus vastes, et qu'elle doit aboutir à assurer la direction économique du pays, puisque de celle-ci résulte précisément le niveau de vie du syndiqué.

Pour cela, il faut que tous les adhérents aient une culture suffisante. Les responsables des syndicats ont donc enfin le devoir de documenter et d'instruire leurs camarades en créant des bibliothèques.

Pour ceux qui n'ont pas eu la chance dans leur jeune âge de fréquenter l'école, ils doivent organiser des cours du soir.

Que tous les responsables des syndicats ne permettent en conclusion de leur suggérer une revendication importante :

« L'ECOLE OBLIGATOIRE JUSQU'A 14 ANS ».

AE KORCI.

GREVE AU COLLEGE D'AZROU

(Suite des pages 6 et 7)

Il s'en passe de drôles dans ce collège, où, d'accord avec le sous-intendant, le Proviseur, avec la bénédiction du Censeur, conduit la barque à sa guise. Monsieur le Censeur pourrait-il répondre aux questions suivantes :

1° — Est-il exact que des dinde achetées par le sous-intendant à un commerçant marocain furent portées sur le livre de compte au prix de 260 frs le kilo, alors que le prix d'achat véritable fut de 250 ?

2° — Est-il exact que circonvenu par le sous-intendant le marchand revint sur sa déclaration et que le Proviseur demanda au Censeur de ne pas donner suite à cette affaire, ce à quoi le Censeur consentit ?

3° — Est-il exact que certains répétiteurs européens s'approvisionnent à l'économat du Collège et que la seule observation qui leur fut faite fut de s'approvisionner désormais à 11 heures 30 et non plus à midi afin que les élèves ne le remarquent pas ?

4° — Est-il vrai que, mis au courant que certains élèves boursiers et maîtres d'internat à la fois payent doublement leur nourriture, une fois avec leur bourse et la seconde avec six mille francs prélevés sur leurs émoluments, le Censeur promit de faire une enquête, qui est restée lettre morte ?

5° — Est-il vrai que lors de la seule et unique réunion des adhérents de l'U.M.T. du Collège, le Censeur, délégué de l'U.M.T., donc juge et partie, ce qui est contraire à tout règlement syndical, refusa aux maîtres d'internat le droit syndical et celui d'adhérer à l'U.M.T., ainsi

d'ailleurs qu'aux professeurs européens, puisque ceux-ci durent deux mois plus tard aller chercher eux-mêmes ainsi d'ailleurs que certains maîtres d'internat et répétiteurs une carte qui ne venait jamais ? Est-il vrai en outre que le Censeur conteste la validité de l'adhésion car il fut procédé contre cotisation à la remise d'une carte verte et non pas rose comme cela aurait dû être ?

6° — Le censeur se souvient-il de certains faits de son complice le Proviseur ?

LE PROVISEUR

Ce machiavel de village se rappelle-t-il avoir été responsable au mois de décembre 1955 d'une grève générale du Collège qui dura du 8 décembre au 31 janvier. Grève qui fut provoquée parce qu'il s'était refusé à ce que les élèves assistent au passage à Azrou d'un ministre égyptien en visite dans le Moyen-Atlas ?

Se souvient-il d'avoir menacé un professeur du Collège sous la protection, de le livrer à la police parce qu'il avait osé parler à un nommé Ben-Aissa du livre du batonnier Buttin « Le Drame du Maroc » ? Ceci sur la dénonciation du sous-intendant qui semble se spécialiser dans l'espionnage intéressé.

Est-il vrai qu'il y a trois semaines le Proviseur a cédé à une menace de grève des élèves de Philosophie protestant contre une note de service qui les aurait empêché d'assister aux réunions-discussions ? Ne peut-on penser qu'il a cédé parce que des sanctions prises uniquement contre les élèves de philosophie auraient eu pour résultat de priver le Lycée d'une classe

de Philosophie et le Proviseur d'un certain nombre de billets de mille car, sans « philo », le Lycée serait redevenu Collège et le Proviseur Directeur ? Pourquoi d'autre part se vanter de la réussite des discussions-réunions auprès du Ministre et ensuite vouloir les empêcher malgré la circulaire du Ministère ?

Que le Proviseur sache bien que les anciens élèves n'ont pas oublié les coups dont il se croigait sous le protectorat obligé de souligner ses arguments en faveur de la Résidence.

ALORS ?

Alors, que compte faire le Ministère de l'Education Nationale ?

Pense-t-il que l'on peut laisser des professeurs étrangers, amis du Maroc, en butte à ces caballes où ils risquent peut-être autre chose que leur réputation ? Il est curieux de voir aujourd'hui soutenir la politique des ennemis du Maroc alors que l'on taxe ses amis de « communistes ». Où veut-on en venir, veut-on que les futurs cadres du Maroc de demain soient diabolisés vis-à-vis d'eux-mêmes ?

Il y a là des mesures à prendre rapidement et non pas dans le sens espéré par le duo Proviseur-Censeur d'un Lycée qui entend imposer une politique homogène à coup de notes de service.

Nous pensons quand à nous que Diderot, Montesquieu et Voltaire n'ont jamais démerité du Maroc et que dans ce domaine c'est un reproche que l'on pourrait appliquer à d'autres. Il serait impossible et tragique que l'Education Nationale se refuse à intervenir pour protéger élèves et professeurs contre la faction qui fait le jeu de Présence Française dans la station hivernale du Moyen-Atlas.

HAFID JELLABI.

Les Israélites de Casablanca reçoivent M. Wazzani

Dimanche 10 courant au Cercle de l'Union agréablement paissé et décoré, les adhérents du P.D.I. de confession israélite de Casablanca donnaient une réception en l'honneur de M. Mohamed Hassan Wazzani secrétaire général du Parti Démocrate de l'Indépendance.

Une foule considérable se pressait dans la grande salle. Après les présentations d'usage et quelques contacts directs, M. Sam Nahon prit la parole pour présenter à l'assistance l'hôte d'honneur.

M. Nahon traça l'histoire de la lutte de M. Wazzani, et rappela la vie du jeune étudiant qui rentrant de Paris prenait la tête du mouvement nationaliste, publiait des journaux, et militait en faveur d'une conception politique d'essence démocratique. M. Wazzani, dit l'orateur, « a imposé à la doctrine nationaliste marocaine une ligne libérale loin du racisme et de la xénophobie.

Dès le début du mouvement nationaliste, le leader du P.D.I. se penchait avec générosité, humanisme et intelligence sur le problème du judaïsme marocain.

M. Nahon de conclure « dès cette époque alors que le Maroc n'avait pas pris conscience des problèmes modernes, en grand précurseur M. Wazzani prêchait l'égalité et la fraternité entre les différentes communautés religieuses du Maroc ».

Le discours de M. Nahon fut longuement applaudi.

Puis M. Mohamed Hassan Wazzani prit la parole. Il remercia les organisateurs pour leur invitation et l'assistance des marques de sympathie dont il est l'objet de leur part.

Puis abordant le problème du judaïsme au Maroc, M. Wazzani déclare : « Nous restons fidèles à notre lutte. Quand nous avons entrepris avec nos compagnons la libération du sol national, nous étions persuadés que cette libération n'était valable qu'autant qu'elle libérait tous les citoyens marocains — et vous êtes, camarades de confession israélite, d'authentiques citoyens de ce noble pays — ».

L'indépendance acquise doit vous apporter comme à tous les Marocains de grandes satisfactions morales et matérielles. Vous avez des devoirs à l'égard de votre pays mais aussi des droits. Je vous demande d'œuvrer à parfaire l'indépendance et l'unité de notre pays et à travailler pour contribuer à sa prospérité.

En revanche citoyens marocains de confession israélite vous avez le droit de vivre en paix, respectés et libres. — Aucune entrave ne doit gêner le plein épanouissement de votre personnalité — le P.D.I. est votre parti, il ne fait aucune différence entre ses adhérents de confession israélite ou musulmane — il répond au génie de votre race qui est profondément démocratique — le P.D.I. ne créera pas de formation spéciale pour les Israélites. En tant que Marocains ils doivent vivre dans les mêmes formations que les Musulmans. Car c'est en se cotoyant en se fréquentant, en souffrant ensemble et en triomphant en commun des difficultés que l'on apprend à s'estimer, à s'aimer ».

A la fin du discours de M. Wazzani une grande ovation s'éleva de l'assistance qui manifesta ainsi longuement sa grande satisfaction.

Puis ce fut le tour de M. Mohamed Cherkaoui ancien ministre d'Etat et membre du bureau politique du P.D.I. de prendre la parole.

L'orateur dit combien il est difficile de parler après le Secrétaire général du Parti et il transmit un message d'amitié de Me Abdelkader Benjelloun secrétaire général par intérim absent, à tous les assistants. Puis M. Cherkaoui aborde la situation présente du Maroc.

La vérité est souvent très désagréable à dire, mais faut-il la taire pour se bercer d'illusions et vivre dans la facilité, jusqu'au jour de la catastrophe. Non, le P.D.I. est une école de courage et de probité et à aucun instant nous ne cacherons la vérité au peuple. Les choses ne vont pas comme elles doivent aller, sur le plan économique chaque jour la situation empire, les chômeurs et les sans-travail sont légion, les agriculteurs comme les commerçants vivent une période extrêmement difficile. Au lieu d'une politique encourageant une relance économique et aidant à gagner la confiance des investisseurs et des techniciens ; le budget 1957 vous apporte des raisons de désespoir.



Monsieur Sam Nahon, qu'entourent Messieurs Ouazzani, Cherkaoui, Moukita, Wazzani, Boutaleb et le Docteur Ben Bouchaïb prononce son allocution de bienvenue.

Aussi au moment où toute la vie économique est presque ralentie, où les activités diminuent, le Gouvernement pour vous aider à passer le cap difficile vous grève d'impôts et de taxes nouvelles. L'économie marocaine déjà souffrante périsse sous le lourd fardeau d'une politique fiscale dont nous connaissons les inspirateurs, ils n'ont pas se dévoiler. Connaissant leur idéologie nous savons où ils veulent aboutir.

Sur le plan de la politique sociale ces augmentations d'impôts ont entraîné une élévation du coût de la vie qu'aucune augmentation des salaires n'est venue compenser. Cette situation économique aragoissante n'est pas la seule à créer chez les Marocains un grave malaise.

Notre pays, camarades du P.D.I., est livré à l'autorité d'une seule tendance politique dont vous connaissez les méthodes : Déjà les plus élémentaires droits du citoyen sont méconnus. Je n'ai pas besoin de vous rappeler l'arbitraire de la police et le comportement de certains de ses dirigeants qui n'hésitent pas, à mettre la main à l'ouvrage et à supplicier vos camarades du P.D.I. pour leur arracher des « aveux spontanés ». Beaucoup de vos camarades ont été enlevés, et nous sommes sans nouvelles d'eux.

On vient de supprimer l'un des droits essentiels : la liberté de circulation et de déplacement. Nous ne pouvons quitter notre pays sans un visa de sortie.

Que dire de la confusion des pouvoirs, et des abus que commettent les autorités. Ce n'était pas cela l'indépendance que nous souhaitons. Le Maroc est à la croisée des chemins, camarades du P.D.I. Dans ce pays une lutte gigantesque est engagée entre les forces démocratiques et les forces totalitaires.

Vous avez tous le souvenir du régime hitlérien et mussolinien, je n'ai pas besoin de vous dire qu'il

est de votre intérêt de revenir renforcer les forces démocratiques et de vous mobiliser dans les rangs du P.D.I. pour barrer la route à la dictature.

Mes chers amis, le Gouvernement actuel n'est pas le Gouvernement que nous voulons, déjà dans les rangs populaires le mécontentement est général et la colère est à son paroxysme. Mais S.M. Sidi Mohammed Ben Youssef notre souverain bien aimé, reste notre espoir. Nous savons qu'il veille à la justice et au bien être de son peuple et qu'il a une égale affection pour tous ses sujets. Le trône chérifien est le symbole solide de l'unité de notre pays. Groupons-nous autour de lui.

Une immense clameur s'élève de l'assistance pour saluer le nom de S.M. et applaudir l'orateur.

A son tour M. Ahmad Bensouda ancien Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports membres du bureau politique du P.D.I. prend la parole.

Il demande à l'assistance quelles sont les raisons des injustices qui se commettent actuellement au Maroc et pourquoi nous vivons sous un régime policier. M. Bensouda compare le Maroc à une ville très peuplée où il n'y a pas un règlement de la circulation et M. Bensouda de s'écrier : « les citoyens marocains ne savent pas comment s'orienter, ils ne connaissent pas avec précision la limite de leurs droits et de leurs devoirs. Il est urgent de doter le Maroc d'une Constitution démocratique. Après la bataille de l'indépendance nous devons engager la bataille de la Constitution. J'ai confiance dans le peuple marocain et dans son instinct et je suis sûr que guidé par notre prestigieux parti il remportera la victoire de la démocratie. Cette victoire est aisée et sûre parce que notre Souverain que Dieu l'assiste, est animé des sentiments démocratiques. A son retour de l'exil le cadeau le plus précieux qu'il a fait à son peuple est la promesse d'un régime démocratique. Le Marocain vivra des jours fastes sous le régime de la Monarchie Constitutionnelle sous la haute égide de Sa Majesté Mohammed V ».

L'orateur fut longuement applaudi et il céda la place à Me Thami Ouazzani ancien ministre de la Production Industrielle et des Mines.

Dès le début de son discours Me Ouazzani dit qu'il serait très audacieux. S'adressant aux camarades israélites il déclare : « Je sais que votre vie n'a pas été facile à travers l'histoire et que vous avez souffert dans différents pays au moule de graves injustices, les images de l'Allemagne hitlérienne sont encore douloureuses et présentes dans vos mémoires. Mais au Maroc il n'y a pas eu de prodrome. Vous avez toujours vécu en harmonie avec la communauté islamique. Alors pourquoi garder un certain complexe ? Vous êtes des citoyens du Maroc, vous devez vous comporter comme tels. Venez militer dans le P.D.I. et donnez à votre être toute liberté pour s'épanouir pleinement. Je vous convie mes camarades à venir lutter au sein de notre parti pour l'avènement de la démocratie ».

Puis ce fut le tour de M. Jacques Bahon de clôturer cette soirée. Après avoir remercié les chefs du P.D.I. d'avoir accepté l'invitation de leurs camarades israélites, M. Bahon dit : « Il n'y a aucun doute que les Juifs marocains doivent aller d'instinct vers le P.D.I. qui est un parti foncièrement démocratique et où nous n'avons jamais remarqué aucune distinction entre Musulmans et Israélites. Le P.D.I. mes frères vous ouvre ses portes, il faut y venir pour militer et pour défendre notre idéal de progrès, de liberté ».

Puis M. Jacques Bahon, rend hommage à S.M. le Sultan et rappelle que les Juifs dans la période tragique de la domination nazie ont trouvé auprès de S.M. Mohammed V un refuge contre les injustices, et il invite la foule à crier : « Vive Sidi Mohammed Ben Youssef ».

« Démocratie » est heureuse de féliciter les organisateurs de cette réunion très sympathique et combien utile et souhaite que de pareilles rencontres soient très fréquentes.



Un groupe de personnalités, au cours de la réception offerte en l'honneur de M. Wazzani.